

BLOGUE
Lisez les analyses de Richard Dufour
sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/richard-dufour

BOURSE
Suivez l'évolution des principaux indices boursiers nord-américains
sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/indices

PORTEFEUILLE
Créez et gérez votre portefeuille de placements en ligne
sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/portfeuille

LA PRESSE AFFAIRES

FARNBOROUGH 2010
OPTIMISME POUR L'INDUSTRIE,
DÉCEPTION POUR BOMBARDIER

PAGE 10

ACHAT D'UNE MAISON
MISES DE FONDS INÉGALES, ACCORD
ÉQUITABLE

PAGE 14

↑ S&P TSX 11 714,21 +46,45 (+0,40%)	↑ S&P 500 1102,66 +8,99 (+0,82%)	↑ DOW JONES 10 424,62 +102,32 (+0,99%)	↓ PÉTROLE 78,98\$US -0,32\$US (-0,40%)	↑ DOLLAR 96,52¢US +0,30¢US
---	--	--	--	--

RAFFINERIE SHELL

Un dernier espoir

ANABELLE NICOU

La société Shell est prête à reprendre les négociations avec le groupe israélien Delek pour la vente de sa raffinerie de Montréal-Est, a annoncé la pétrolière hier. Shell demande à Delek de se prononcer dans les 48 heures. Au moment d'écrire ces lignes, on ignorait encore la réponse de Delek.

« Je pense que les chances que nous arrivions à un accord sont faibles, mais Shell veut étendre l'opportunité, pour Delek, de renouer les négociations », dit Larry Lalonde, porte-parole de Shell.

Shell a entamé il y a un an le processus de vente de sa raffinerie de Montréal-Est, où 800 personnes travaillent. Faute d'acheteur, Shell a annoncé en janvier la conversion de la raffinerie en un simple terminal d'importation. En juin, le groupe israélien Delek s'est montré intéressé à l'acheter, mais à un prix inférieur aux 150 à 200 millions demandés par Shell.

Joint par *La Presse*, Delek a fait savoir qu'aucun commentaire ne serait donné sur cette nouvelle offre de Shell. « Je ne peux pas parler pour Delek, c'est à eux de nous dire s'ils veulent reprendre les négociations. Mais le temps presse, ajoute M. Lalonde. Nous avons fait des travaux pour allonger d'un an la durée de vie, mais, malheureusement, le temps a passé et après le mois de septembre, nous ne serons plus en mesure de fonctionner de façon sûre. »

➤ Voir **ESPOIR** en page 4

SUBVENTIONS AGRICOLES

D'ARGENT ET D'EAU FRAÎCHE

Bien plus que d'eau, d'engrais et de bonne terre, l'agriculture québécoise a besoin d'argent pour survivre. Chaque année, les gouvernements versent plus de 700 millions aux producteurs, assurant ainsi près de 15 % de leurs revenus. Est-ce trop ?

NOTRE JOURNALISTE HUGO FONTAINE FAIT LE POINT EN PAGES 2 ET 3.

Doit-on « libre-échanger » avec la Chine ?

La Chine aura beau devenir dès cette année la deuxième plus importante économie au monde, les entreprises canadiennes y sont encore peu présentes. Trop peu, juge la Chambre de commerce du Canada, qui se demande s'il n'est pas temps de lancer des négociations de libre-échange avec l'empire du Milieu.

STÉPHANE PAQUET

Une toute petite phrase, qui promet de provoquer de grands débats: « Que le Canada examine la possibilité de conclure un accord de libre-

échange Canada-Chine global portant sur le commerce des produits et des services et sur l'environnement. »

Et voilà! La Chine aux salaires de misère, la Chine aux droits de la personne défi-

cients, la Chine qui inonde déjà le marché canadien de ses produits bon marché, cette même Chine à qui le porte-parole des entreprises canadiennes veut ouvrir toutes grandes les portes du pays.

Le Canada y gagnerait au change, selon le président de la Chambre de commerce du Canada, l'ancien ministre conservateur Perrin Beatty. « Globalement, quand les tarifs douaniers baissent, c'est à l'avantage des entreprises canadiennes, explique-t-il en entretien. Les obstacles sont plus grands pour faire entrer

des produits canadiens dans d'autres pays qu'ils ne le sont pour les produits étrangers au Canada. »

Dans une longue étude sur les relations commerciales Canada-Chine publiée ce mois-ci, l'organisme canadien dresse un bilan plutôt moche de la présence canadienne en Chine. En gros, on tire la patte par rapport aux autres pays.

Un exemple parmi d'autres, l'investissement direct étranger (IDE) des Canadiens en Chine en 2009. En incluant Hong-Kong, il atteint à peine

9,6 milliards de dollars sur les 637,3 milliards d'IDE canadiens dans le monde. « Autrement dit, la valeur de l'IDE du Canada en Chine représentait seulement 1,5 % de son investissement direct total à l'étranger. »

Les États-Unis et l'Europe sont beaucoup plus présents, même quand on tient compte de la taille de leur économie: 310,7 milliards d'IDE pour notre voisin du Sud et 137 milliards pour l'Union européenne.

➤ Voir **CHINE** en page 4

Kenneth Cole ORVETO Calvin Klein NAUTICA TOMMY HILFINGER PAOLETTI

SOLDE
50%

DE RABAIS
TOUS NOS COMPLETS **GRIFFÉS**
DE LA COLLECTION ESTIVALE
Pour une période limitée.

MAGASINEZ EN LIGNE, C'EST FACILE!

ERNEST.CA

DU COMPLET AU DENIM PARTOUT AU QUÉBEC 1 888 858 5258

L'AGRICULTURE AU QUÉBEC

SOUTIEN DE L'ÉTAT

770 MILLIONS AUX

Depuis 2007, les agriculteurs québécois ont reçu plus de 2 milliards de dollars en soutien de l'État. Pourquoi les gouvernements subventionnent-ils autant les agriculteurs québécois? Est-ce un choix de société, une réponse aux risques de la production agricole? Est-ce en raison de l'inefficacité de certains producteurs? Et si c'était aussi la faute des consommateurs? Explications et entrevue avec le ministre de l'Agriculture, Claude Béchard.



HUGO FONTAINE

« Sans subvention, ils feraient tous. » Jean Garon, ministre de l'Agriculture de 1976 à 1985, est catégorique sur l'avenir des agriculteurs si l'appui de l'État devait disparaître.

Depuis 2007, les agriculteurs québécois ont reçu environ 1,1 milliard de dollars par année des différents programmes gouvernementaux fédéraux et provinciaux. Si

l'on déduit leurs propres contributions à ces programmes (environ 30 %), c'est donc dire qu'ils ont reçu environ 770 millions annuellement.

Les agriculteurs tirent près de 13 % de leurs revenus des programmes de l'État (moyenne de 2003-2008). Mais la proportion atteint 51 % chez les producteurs de veaux d'emboche (engraissés dans les prés), 45,2 % chez les producteurs d'agneaux et 40,4 % dans le secteur de l'avoine, du blé et de l'orge.

Le contribuable peut certes rechigner à la vue de ces chiffres, surtout en cette période de compressions budgétaires. Mais la faute

lui revient en partie, soutient Sylvain Charlebois, vice-doyen à la recherche et aux études supérieures de l'Université de Guelph.

« Le consommateur moyen n'est pas prêt à payer davantage pour son alimentation. Les consommateurs demandent beaucoup: des produits sains, salubres, accessibles, à bas prix... L'industrie est exposée à beaucoup de pression. »

« En même temps, précise M. Charlebois, on a tort de croire que les subventions compensent ces exigences. On verse cet argent aux producteurs, mais on n'a pas su responsabiliser plusieurs filières. »

Le « problème agricole »

La quasi-totalité des pays industrialisés soutiennent leur agriculture à différents degrés en raison de ce que les économistes ont appelé le « problème agricole », explique Daniel-Mercier Gouin, professeur en agroéconomie à l'Université Laval.

Ce « problème », c'est-à-dire la grande variabilité des revenus et leur faiblesse relative, fait de l'agriculture une activité économique à part. En bref, le progrès technique augmente la productivité et pousse les prix à la baisse, mais les consommateurs n'achètent pas plus parce que le prix est bas (inélasticité de la demande).

L'agriculture comporte aussi deux grands risques, souligne Jean Garon: la météo, d'une part, et le prix qui varie entre la décision de production et la vente du produit. Sans le soutien de l'État, les producteurs ne survivraient pas aux mauvaises années, soutient l'ancien ministre.

« On ne peut pas appuyer l'alimentation d'un peuple uniquement sur les règles du commerce mondial, note le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Christian Lacasse. Les pays ne peuvent pas prendre ce risque et ils créent des mesures pour accroître leur agriculture et leur capacité de se nourrir. »

Normand Toupin, ministre de l'Agriculture de 1970 à 1975, a lancé l'assurance stabilisation du revenu agricole en 1975 (ASRA, programme récemment réformé et plafonné). Ce programme, pilier du soutien financier du gouvernement du Québec, verse des indemnités aux producteurs quand les prix du marché ne couvrent pas les coûts de production et ne permettent pas d'apporter un revenu adéquat. En 2008, ce programme a versé 958 millions en compensations, dont quelque 638 millions à la charge de l'État.

« Un choix de société » — Claude Béchard

Le ministre de l'Agriculture, Claude Béchard, prépare une nouvelle politique agricole pour le Québec. Dans une entrevue à *La Presse Affaires*, il explique l'intervention du gouvernement dans l'agriculture.

UNE ENTREVUE D'HUGO FONTAINE

Q Les paiements de programmes aux agriculteurs québécois dépassent le milliard de dollars. Pourquoi soutenir l'agriculture à ce point?

R On a un immense territoire au Québec. Il faut l'occuper et y vivre. Ça implique des risques et des coûts financiers. Il faut aussi reconnaître que faire de l'agriculture en Gaspésie, dans le nord du Lac-Saint-Jean ou en Abitibi plutôt qu'autour de Saint-Hyacinthe et sur les plus belles terres du Québec, ça entraîne des coûts différents.

C'est un choix de société que nous faisons. Dans les campagnes et les régions, c'est ce qui fait tourner 25 ou 30 % de l'économie. C'est aussi une question de culture, de fierté, de nationalisme. C'est un de nos éléments de culture qu'il faut préserver.

Q Certaines productions reçoivent des indemnités d'assurance chaque année. Des productions tirent la moitié de leurs revenus des programmes de l'État. Est-il sensé de subventionner ces productions?

R Il y a des endroits où la production est plus efficace, où ces productions peuvent coûter moins cher et avoir moins besoin des programmes. Dans d'autres cas, c'est impossible, et c'est pourquoi il nous faut carrément des mesures de transition pour aider les producteurs à passer à un autre type de production. Il ne faut pas oublier qu'on veut que les producteurs occupent le territoire.

Q Au Québec, la production d'agneau a explosé dans les 20 dernières années, mais elle fonctionne toujours à perte. Est-ce vraiment sain?

R Comme gouvernement, on a fait le choix, et on ne s'en cache pas, d'avoir le plus grand nombre de productions possible au Québec. L'un des objectifs de notre politique agricole sera de mettre de l'avant des produits distinctifs qui représentent le Québec. Et cela a un coût, surtout quand ça démarre.

Quand on parle d'appellation québécoise, d'aliment du Québec, d'alimentation sécuritaire, l'agneau est justement le type de production qui rapproche les producteurs des consommateurs. On veut garder ce type de production à certains endroits, même si on sait qu'il y aura des difficultés financières.

NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE... D'ICI LA FIN DE 2011

La nouvelle politique agricole du Québec, promise par le ministre Béchard, pourrait ne se concrétiser qu'à la fin de 2011. La dernière politique du genre remonte au début des années 80. « L'agriculture ne se définit plus seulement par l'occupation du territoire, mais aussi par l'idée de vivre sur ce territoire-là, affirme M. Béchard. On est vraiment à la croisée des chemins pour définir un nouveau modèle d'agriculture qui la gardera à une dimension plus humaine. On ne veut pas que, dans 25 ou 30 ans, il n'y ait que cinq ou six grandes entreprises ou coopératives qui possèdent toutes les fermes. » M. Béchard entend présenter un livre vert à l'automne, « pour tester un certain nombre de choses ». Suivront des consultations jusqu'à la fin de l'hiver, puis un projet de loi complet au printemps. Cette nouvelle loi-cadre sera l'assise de la politique agricole. M. Béchard espère voir cette loi adoptée avant l'été 2011, « sinon on se donne jusqu'en décembre 2011 », a-t-il précisé.



PRODUCTEURS

«C'est parce qu'on considère l'agriculture comme une priorité qu'on a bâti des programmes comme ceux-là», dit aujourd'hui Normand Toupin.

Il faut dire que l'agriculture a marqué l'histoire et la culture de la société québécoise, qui subventionne davantage le secteur agricole que les autres provinces.

« Demander aux contribuables de soutenir différentes entreprises ad vitam æternam, je ne sais pas si c'est une bonne chose, surtout si on considère l'état des finances publiques. »

— Sylvain Charlebois, vice-doyen à la recherche et aux études supérieures de l'Université de Guelph.

Aujourd'hui, le soutien à l'agriculture reste important, disent ses défenseurs, pour s'assurer d'occuper notre vaste territoire et pour le développement régional. L'industrie bioalimentaire représente jusqu'à

13 % du PIB de certaines régions du Québec.

Des questions

«À peu près personne ne remet en question la pertinence du soutien de l'État à l'agriculture», notait en 2008 le rapport de la commission Pronovost sur l'avenir de l'agriculture. Mais il y a débat sur ses modalités.

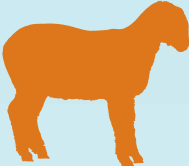
«On doit se questionner quand le prix du marché ne procure jamais un revenu adéquat aux producteurs», soutient Daniel-Mercier Gouin.

Quatre productions bénéficient de l'ASRA chaque année depuis

qu'elles y sont admissibles: bouvillons (1979), veaux de lait (1987), veaux de grain (1980) et agneaux (1981). Trois autres productions reçoivent des compensations sans interruption depuis le début des années 80: veaux d'embouche, avoine et orge. Or, un programme d'assurance ne devrait entrer en jeu que dans les années creuses.

«Demander aux contribuables de soutenir différentes entreprises *ad vitam æternam*, je ne sais pas si c'est une bonne chose, surtout si on considère l'état des finances publiques», souligne Sylvain Charlebois.

«On ne peut pas penser à diversifier notre agriculture et en même temps se limiter aux productions rentables, répond Christian Lacasse. Le jour où on fera le choix de ne plus soutenir certains secteurs, cela aura des conséquences très importantes sur l'économie et le dynamisme de plusieurs régions.»



NOTE

Le soutien de l'État à l'agriculture passe par différents programmes fédéraux (Agri-Stabilité, Agri-Investissement) et provinciaux (assurance stabilisation, assurance récolte), de même que plusieurs autres programmes d'aide financière. La gestion de l'offre, dans les secteurs du lait, des œufs, du poulet et du dindon est un système de soutien qui ne nécessite pas d'injection directe d'argent gouvernemental, et son apport n'est pas considéré dans les statistiques financières présentées dans ce dossier. Les productions assujetties à un système de gestion de l'offre n'ont pas accès aux programmes comme l'ASRA mais ont néanmoins accès à certaines subventions. Les producteurs de lait, par exemple, peuvent toucher certains paiements pour leurs productions secondaires.

PAIEMENTS DE PROGRAMMES DE L'ÉTAT *

(Part des revenus des producteurs provenant des gouvernements)

Moyenne de 2003 à 2008

PORCS

264,1 millions

(14,5 %)



CÉRÉALES, MAÏS-GRAIN ET OLÉAGINEUX

129,8 millions

(21,9 %)



LAIT

122,1 millions

(5,8 %)



BOUVILLONS ET BOVINS D'ABATTAGE

91,8 millions

(24,1 %)



VEAUX D'EMBOUCHE

91,2 millions

(51,0 %)



VEAUX DE LAIT

34 millions

(22,3 %)



LÉGUMES DE PLEIN CHAMPS

26,3 millions

(9,8 %)



AGNEAUX

22,5 millions

(45,2 %)



* Les producteurs assument environ 30 % de ces paiements à partir de leurs contributions. Les producteurs considérés participent au programme Agri-Stabilité.

Source : La Financière agricole du Québec

Q On donne beaucoup d'argent à l'agriculture et vous défendez ce choix. Croyez-vous que la population appuie ce choix, alors qu'on a parfois l'impression qu'elle est déconnectée de son agriculture ?

R J'ai la perception qu'on est passé, en une dizaine d'années, d'une époque d'affrontement entre l'agriculture et les milieux urbains à une époque de collaboration. Des initiatives comme les marchés publics ont rapproché la population des producteurs. Les consommateurs se sont rendu compte que c'est important d'avoir de l'agriculture sur le territoire. Ils acceptent mieux ce qu'on fait, surtout si on dit qu'on est responsable et qu'on plafonne l'aide.

Q Au début des années 80, le ministre Jean Garon a présenté une politique agricole qui avait l'autosuffisance comme objectif. Quel est le vôtre ?

R On vise les marchés canadiens et américains. On a parlé de mettre le Québec dans notre assiette et dans nos verres, il faut le mettre aussi dans les assiettes des autres Canadiens et des Américains. Je pense que nous avons des produits fins, des produits particuliers pour nous démarquer, pour avoir une marque québécoise. Il n'est pas normal qu'avec les produits qu'on a, à côté d'un marché de 300 millions de personnes, on ne perçoive plus ça.



LA GRANDE MÉSÉNTENTE
STÉPHANIE BÉRUBÉ,
PAGES A2 ET A3

AVIS DE NOMINATION



Marc J. Stern
MBA, CA, GPC,
GSPD, FICVM, Pl. Fin.

Lise Douville, présidente de l'Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc., est heureuse d'annoncer la nomination de Marc J. Stern au poste de vice-président et gestionnaire de portefeuilles. M. Stern a été choisi pour diriger la nouvelle division de gestion de portefeuilles de la société, dont la mise en place a été approuvée par l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).

M. Stern possède plus de trente ans d'expérience en gestion de portefeuilles, en fiscalité et en planification successorale. Dans ses nouvelles fonctions, il continuera d'administrer les portefeuilles d'investissement, de développer des instruments de placement donnant droit à une aide fiscale et d'assister les compagnies, en collaboration avec le Service de financement institutionnel, dans leurs offres publiques initiales à l'épargne.

Les personnes inscrites au titre de CFA, de GPC et de FICVM ainsi que celles sur le point d'obtenir leur certification et qui seraient intéressées à entreprendre une carrière dans le domaine de la gestion de portefeuilles sont invitées à contacter M. Stern, au 514 284-4187.

L'Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc. est un courtier en valeurs mobilières de plein exercice membre du Fonds canadien de protection des épargnants (FCPE) et de l'OCRCVM. Filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. — une des 100 plus importantes sociétés publiques au Canada — l'Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc. administre un actif de 2,3 milliards de dollars.

www.inalco.com

FCPE
Fonds canadien de protection des épargnants
MEMBRE

INDUSTRIELLE ALLIANCE
VALEURS MOBILIÈRES INC.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 26 JUILLET		
Duncan Energy	BPA 2T:	38,4US
Legg Mason	BPA 1T:	32,2US

JEUDI 29 JUILLET		
Barrick Gold	BPA 2T:	71¢
Imax	BPA 2T:	21¢
Imperial Oil	BPA 2T:	67¢
Thomson Reuters	BPA 2T:	49,4US
TransCanada	BPA 2T:	45¢

Source: Bloomberg

MARDI 27 JUILLET		
Confiance des consommateurs (É.-U.)	juillet:	51,0
	juin:	52,9
CGI	BPA 3T:	29¢
Industrielle Alliance	BPA 2T:	67¢
Rogers Comm.	BPA 2T:	68¢

VENDREDI 30 JUILLET		
PIB (É.-U.)	2T:	2,5%
	1T:	2,7%
Domtar	BPA 2T:	1,62\$
George Weston	BPA 2T:	90¢
Merck	BPA 2T:	83,4US

MERCREDI 28 JUILLET		
Nouvelles commandes de biens durables (É.-U.)	juin:	1,0%
	mai:	-0,6%
CP	BPA 2T:	84¢
Groupe TMX	BPA 2T:	68¢
Torstar	BPA 2T:	41¢

LUNDI 2 AOÛT		
Dépenses de construction (É.-U.)	juin:	-0,5%
	mai:	-0,2%
Indice ISM manufac. (É.-U.)	juillet:	55,0
	juin:	56,2
Loews	BPA 2T:	79,4US

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

1				2	3		8	
3					5	1		
		8		1			6	
4		2			8			
				6				5
7		9		4				
			7	3		9	4	
	4			8		5	3	

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

5	9	4	2	3	8	7	6	1
8	6	3	7	9	1	2	4	5
1	2	7	5	6	4	3	8	9
3	7	2	9	8	5	4	1	6
6	5	8	1	4	2	9	3	7
9	4	1	3	7	6	5	2	8
7	3	6	4	1	9	8	5	2
4	1	5	8	2	7	6	9	3
2	8	9	6	5	3	1	7	4

Par Fabien Savary

1732

Présumée fraude de 4 millions à l'endroit d'Emploi Québec

FRANCIS VAILLES

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec soutient avoir été victime d'une fraude de quelque 4 millions de dollars qui implique 55 entreprises.

Des poursuites ont été intentées en Cour supérieure, cette semaine, contre le groupe IGS et ses dirigeants, en l'occurrence Jacob Haimovici et Isaac Bettan. Les requêtes ont été déposées par la procureure générale du Québec, qui agit pour Emploi Québec.

IGS offre de la formation aux entreprises et fait notamment affaire sous les noms Linguafran, Commtech et Innoveemploi. Essentiellement, les poursuites affirment qu'IGS aurait faussé le nombre d'heures de formation données à certaines entreprises et le nombre de participants pour obtenir de plus importantes subventions d'Emploi Québec.

Les 55 entreprises qui ont reçu de la formation dans cette affaire, généralement

des PME, auraient participé à cette fraude et bénéficié des subventions illégales, selon les poursuites. La formation aurait été donnée en 2005 et 2006.

Selon Joanne Marceau, porte-parole du ministère de la Justice, la Sûreté du Québec mène une enquête et il est possible que soient déposées des accusations criminelles.

Nous avons tenté de joindre Jacob Haimovici et Isaac Bettan pour avoir leurs versions des faits, mais, au moment de mettre sous presse, ils n'avaient pas rappelé *La Presse*.

Nous avons joint l'une des 55 entreprises défenderesses. Selon son contrôleur, l'entreprise serait une victime dans cette affaire, puisqu'elle aurait payé ses factures pour avoir de la formation et on lui réclame maintenant de payer de nouveau, par l'entremise du gouvernement. « On a expliqué la situation aux policiers plusieurs fois », a dit ce contrôleur.

COUCHE-TARD

Un cadeau de 20 000 \$US aux « indépendants » au conseil de Casey's

ROSS MAROWITS
LA PRESSE CANADIENNE

Alimentation Couche-Tard versera plus de 20 000 \$US à chacun des candidats « indépendants » qui se présentera à l'élection du conseil d'administration de Casey's General Stores, révèle la circulaire de sollicitation de procurations préliminaire déposée par la chaîne canadienne de dépanneurs aux autorités réglementaires américaines.

Les neuf candidats obtiendront un paiement unique et se verront rembourser « toute dépense raisonnable » simplement en acceptant de se présenter à l'élection du conseil d'administration de Casey's, qui rejette depuis trois mois l'offre d'achat hostile de 1,9 milliard US de Couche-Tard dont elle est la cible.

S'ils sont élus, les candidats seront également admissibles à d'autres bénéfices offerts par Casey's, dont une provision annuelle de 40 000 \$US et un versement de 1000 \$US chaque fois qu'ils assisteront à une assemblée des actionnaires ou à une rencontre de comité.

Couche-Tard n'a pas voulu commenter au sujet des paiements. Ceux-ci pourraient cependant représenter une véritable aubaine comparativement à ceux accordés dans d'autres situations semblables.

Par exemple, Airproducts offre 100 000 \$US à chacun de ses candidats à l'élection du conseil d'administration d'Airgas, qu'il tente de racheter, d'après les documents déposés à la Securities and Exchange Commission (SEC), gendarme des marchés boursiers américains.

La loi sur les valeurs mobilières considère que ces candidats au conseil d'administration sont « indépendants » en ce sens qu'ils ne font pas partie de la direction ou des employés de Casey's, une chaîne de dépanneurs établie dans l'État de l'Iowa. Les membres du conseil qui ne font pas partie de l'entreprise sont censés apporter des opinions impartiales sur les décisions prises par l'entreprise.

Mais dans ce cas, ils seraient élus par les actionnaires de Casey's pour préparer le terrain à une vente négociée de l'entreprise à Couche-Tard,

avenue écartée jusqu'à maintenant par le conseil d'administration actuel.

Question de jugement

Couche-Tard fait valoir que les candidats comprennent qu'ils auront une obligation, en vertu de la loi de l'Iowa, d'exercer leurs responsabilités d'administrateurs en toute bonne foi et de façon conséquente avec leurs devoirs de fiduciaires envers Casey's et ses actionnaires. En conséquence, affirme Couche-Tard dans sa circulaire, ils devraient exercer leur jugement de façon indépendante.

La circulaire de Couche-Tard ajoute cependant qu'un vote pour ces candidats fait savoir à Casey's et aux candidats que les actionnaires veulent avoir l'occasion d'accepter son offre d'achat.

« Nous croyons que vous méritez un conseil d'administration qui vous est redevable et qui agira dans votre meilleur intérêt. En votant pour ces candidats, vous pouvez démontrer aux candidats et à Casey's votre appui à l'offre et à la proposition de fusion », explique Couche-Tard.

Un dernier espoir

ESPOIR

suite de la page 1

Depuis l'annonce de la fermeture de la raffinerie, Shell a dû essuyer les protestations suscitées par la nouvelle, au Québec, mais aussi à Ottawa, où s'est déroulé un comité parlementaire plus tôt cette semaine. Selon le maire de Montréal-Est, Robert Coutu, Shell veut « raffiner ailleurs à moindre coût et profiter du marché du Québec: c'est ça que l'on n'accepte pas ».

Hier, le député libéral Denis Coderre s'est dit « optimiste et réaliste » et a rappelé que le groupe Delek serait prêt à investir 800 millions en 10 ans dans la raffinerie de Montréal-Est, s'il en fait l'acquisition. Le whip adjoint du Bloc québécois, Mario Laframboise, croit que l'acheteur potentiel est « sérieux », mais se demande si c'est le cas du vendeur.

« Il y a eu des questions et commentaires cette semaine quant à notre intention de

vendre notre raffinerie. Nous voulons vendre et nous voulons donner à Delek une dernière chance. Nous voulons leur dire que nous sommes prêts à renouer les négociations pour cette raffinerie », dit Larry Lalonde.

Jean-Claude Rocheleau, président du syndicat des employés de Shell, a accueilli la nouvelle avec un certain scepticisme. « C'est une bonne nouvelle qu'ils se remettent à table pour négocier, mais je me garde une bonne réserve. J'ai peur que ce soit une *show de boucane*. C'est important que tout le monde soit de bonne foi », rappelle-t-il.

Shell rappelle toutefois que, sans acheteur, la raffinerie sera fermée dès la mi-septembre, une fois échue l'injonction l'empêchant de démanteler sa raffinerie. Le but du terminal d'importation est, selon Shell, de continuer à fournir les consommateurs québécois. « Si cela continue, on va arriver à un point où cela va devenir de plus en plus difficile », croit M. Lalonde.

Doit-on « libre-échanger » avec la Chine ?

CHINE

suite de la page 1

« C'est important pour nous de reconnaître qu'il y a d'importantes occasions d'affaires en Chine, comme fournisseur, comme client, comme partenaires, poursuit M. Beatty. Mais on doit les développer activement, ce que nous n'avons pas suffisamment fait jusqu'à présent, tant au niveau gouvernemental que des entreprises privées. »

Ferme opposition

Pour le syndicat des Travailleurs canadiens de l'auto, le libre-échange avec la Chine est déjà une réalité. « On a déjà le libre-échange avec la Chine, mais à sens unique », déplore le président Ken Lewenza, qui souligne que le déficit commercial du Canada avec la Chine pour le seul secteur manufacturier a atteint 33 milliards en 2009.

« Ce qu'on doit négocier, c'est un accès égal aux marchés de l'un et de l'autre », souligne le syndicaliste, qui s'oppose à un accord de libre-échange en bonne et due forme.

À la Fédération des chambres de commerce du Québec, la question chinoise n'a pas encore été tranchée au conseil d'administration. « On comprend très bien l'importance de la Chine et on ne peut pas l'ignorer », dit sa présidente, Françoise Bertrand. Mais le mot « prudence » revient souvent au cours de l'entretien.

« Ils (les Chinois) vivent dans un contexte différent du nôtre. On peut bien dire qu'ils sont chez nous dans nos contrats d'infrastructure, puis on peut être chez eux. Mais si les règles de base ne sont pas les mêmes ou ne sont pas compatibles, on s'en va peut-être dans une situation qui, plutôt que d'être prometteuse, peut être problématique », ajoute-t-elle.

Mais elle a aussi ses doutes sur l'effet, au Canada, d'un

plus grand accent mis sur la Chine. Car, qui dit Chine dit Ouest du pays. Et l'Est pourrait perdre au change.

« C'est toujours avec vigilance qu'il faut regarder ça », avance-t-elle. En mettant plus d'accent sur le corridor Asie-Pacifique, le gouvernement fédéral oublierait-il d'investir dans le poste frontalier de Lacolle? demande-t-elle. Ou dans le Port de Montréal? Celui de Québec? Oublierait-il les négociations de libre-échange avec l'Europe, dont la FCCQ est un ardent défenseur?

« Je ne voudrais pas m'avancer dans une position, en

disant que nous sommes d'accord avec l'ensemble des recommandations de ce document-là (de la Chambre de commerce du Canada), qui ferait en sorte que des négociations qui ont cours présentement pour des investissements dans l'Est canadien soient minimisés. »

Bref, en plus d'un débat sur les relations entre le Canada et la Chine, le sujet risque de soulever des questions de politique et de priorités internes.



Pour joindre notre journaliste: spaquet@lapresse.ca



AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACCESSSIBLE À TOUS avec peu ou pas de comptant. Faites fortune avec l'immobilier, reprises bancaires, faillites, etc. 514-723-7554

AFFAIRES BOURSIÈRES

Apprenez à négocier les **actions/options**, vivez de la **bourse** ou augmentez vos revenus. **Résidence/bureau**. Temps **plein/partiel**. Formation **intensive** et suivi **personnalisé**.
• Cours **Actions** 1 semaine : Québec - 27 nov. Montréal: 14 août, 16 octobre, 11 décembre
• Cours **Options** 2,3 jours: Montréal - 28 août
• Cours **Investisseur Actif** 1 jour: Mtl - 18 sept.

Conférences éducatives gratuites à 19 h: Mtl : 03 août, Webinaire : 10 août (anglais) Victoriaville : 08 novembre

514.666.0306 / 1.877.309.0123 www.daytradercanada.com

AVIS

La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISE QUALINET

Partez en affaires avec une formule gagnante. Une franchise Qualinet en entretien ménager écologique. Elen Pearson 1-888-715-9911 www.qualinet.ca

RESTAURANT dans édifice industriel, besoin d'un propriétaire-opérateur complètement équipé, le propriétaire doit-être excellent cuisiner / boulanger. Dépôt de garantie de 5000 \$. 514-935-9691 elpro@elpro.ca

715 FINANCEMENT

1ÈRE HYPOTHÈQUE RÉSIDENTIELLE, 12 %, prêteur privé, 514-232-8628

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé).

PRÊT HYPOTHÉCAIRE, 1ère et 2e, résidentiel, locatif, semi-comm., const. Réponse rapide. Sécur Finance 1-877-346-2620. Agent protégé.

VENTE D'UN COMPLEXE DE RÉSIDENCES

POUR PERSONNES ÂGÉES SITUÉ À LAVAL QC

PricewaterhouseCoopers inc. (« PwC ») et Raymond Chabot inc. (« RCI »), en leur qualité de séquestres nommés par le tribunal, sollicitent des offres pour les actifs d'un complexe de trois résidences pour personnes âgées connu sous le nom de *Domaine des Forges* situé à Laval, Québec (les « Résidences »).

PwC sollicite des offres pour chacune des Résidences #1 et #3 qui contiennent 221 et 84 unités respectivement. RCI sollicite des offres pour la Résidence #2 qui contient 171 unités.

PwC et RCI fourniront une description des Résidences, l'information financière afférente ainsi que de l'information relative au processus de vente, incluant ses modalités et conditions (le « Profil »), aux parties intéressées qui auront au préalable signé une entente de confidentialité. Pour obtenir l'entente de confidentialité et le Profil, veuillez communiquer :

(i) pour les Résidences #1 et #3, avec M. Frédéric Bouchard, directeur général, PwC, au (514) 205-5079 ou à l'adresse électronique frederic.bouchard@ca.pwc.com; et

(ii) pour la Résidence #2 avec M. Patrick Ifergan, directeur principal, RCI, au (514) 393-4719 ou à l'adresse électronique ifergan.patrick@rcgt.com.

Des visites des Résidences seront organisées, sur rendez-vous seulement, pour les acquéreurs intéressés.

Toutes les offres doivent être communiquées par écrit au plus tard le 2 septembre 2010.

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Raymond Chabot inc.

Wall Street sous la férule d'Obama



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Après mille et une tractations, le président américain Barack Obama a finalement réussi, de peine et de misère, à faire adopter la fameuse réforme qui devrait discipliner Wall Street et les grands manitous de la haute finance.

«Les Américains n'auront plus jamais à payer pour les erreurs de Wall Street», a dit Obama lors de la promulgation, cette semaine, du projet de réforme de la régulation du système financier américain.

Après la plus grave crise financière que les États-Unis aient connue depuis la Grande Dépression des années 30, qu'est-ce que la brique de 2300 pages de la loi Dodd-Frank va concrètement apporter comme changement?

Dans le dessein de contrer les abus et les excès de Wall Street et d'éviter une nouvelle crise financière et économique, la réforme Obama va élargir le contrôle des régulateurs.

Premièrement, on va créer une agence de protection des consommateurs de produits financiers. Cette agence relèvera de la Réserve fédérale américaine (FED).

Deuxièmement, on souhaite empêcher que le sauvetage de grandes institutions financières se fasse aux frais des contribuables, comme ce fut le cas lors de la récente crise financière déclenchée par les hypothèques à haut risque (*subprimes*) et amplifiée par la débâcle des produits dérivés de tout acabit. Comme on sait, le gouvernement américain a été obligé d'injecter des centaines de milliards de dollars dans plusieurs grandes institutions financières afin de les aider à éviter la faillite.

Troisièmement, la réforme prévoit de nouvelles exigences pour les institutions financières. En matière de fonds propres, les institutions possédant 15 milliards de dollars d'actifs ou plus ne pourront

plus comptabiliser certaines valeurs hybrides dans leur ratio Tier 1 de fonds propres (soit le capital qui permet de prendre des risques: capital social, actions, réserves).

Les institutions bancaires qui présentent un risque systémique (soit la probabilité d'un dysfonctionnement qui pourrait paralyser le système financier mondial) vont devoir limiter leur levier à 15 fois leurs fonds propres. On fait référence ici

Cinquièmement, on introduit une disposition visant à exercer un sévère contrôle sur le marché spéculatif des produits dérivés négociés de gré à gré. Il est important ici de rappeler que ces produits dérivés hautement spéculatifs sont la source de la dernière crise financière américaine. L'objectif? Contraindre les banques commerciales à se concentrer le plus possible sur leurs activités de prêt, tout en leur donnant un accès limité

les régulateurs de la réforme Obama doivent peaufiner les nombreux nouveaux règlements requis en matière de chambre de compensation, de transparence, de marges, de capitaux, de plateformes boursières liées aux produits dérivés...

Le président Obama a raison de proclamer que sa réforme représente «les plus fortes protections du consommateur» de l'histoire de la finance américaine.

«Ces protections, dit-il, seront appliquées par un nouveau régulateur ayant une seule mission: faire attention aux gens, non aux grandes banques, aux organismes de prêt, aux investisseurs. Ce n'est pas seulement bon pour les consommateurs, c'est bon pour l'économie.»

Avec tous les scandales financiers qui ont éclaté depuis 10 ans, il est évident que la réforme Obama aura pour effet premier de mieux protéger les investisseurs contre les manipulateurs de Wall Street.

Mais ce n'est pas une réforme, aussi coûteuse soit-elle, qui réussira à mettre fin aux «affaires louches». La cupidité dans le milieu de la haute finance est une source constante de créativité perverse.

Avec tous les scandales financiers qui ont éclaté depuis 10 ans, il est évident que la réforme Obama aura pour effet premier de mieux protéger les investisseurs contre les manipulateurs de Wall Street.

aux institutions de l'envergure de Goldman Sachs, Morgan Stanley ou Citigroup.

Quatrièmement, les banques n'auront plus le droit d'effectuer des transactions pour compte propre qui ne sont pas liées aux besoins des clients. Qui plus est, elles ne pourront investir au maximum que 3 % de leurs fonds propres Tier 1 dans des fonds de couverture (*hedge funds*).

à la vente de divers produits d'investissement.

La mise en application de cette réforme de la régulation du système financier américain prendra du temps. On parle de plusieurs années, sûrement pas avant 2012, car cela va nécessiter plus de 500 nouvelles règles et plus de 100 études et rapports.

Le long délai est notamment attribuable au fait que

Faible ralentissement de l'inflation

RUDY LE COURS

La détente momentanée sur les prix de l'essence et des vêtements aura suffi à faire reculer de 0,1 % l'indice des prix à la consommation (IPC), de mai à juin. Le taux annuel d'inflation passe quant à lui de 1,4 % à 1,0 %, son creux probable de l'année.

Statistique Canada a aussi indiqué que l'indice de référence (IPCX) de la Banque du Canada, qui exclut de l'IPC ses huit composantes les plus volatiles comme l'essence, le gaz naturel et les fruits et légumes ainsi que les effets des modifications des impôts indirects, a lui aussi reculé d'un dixième de point. Son rythme annuel se situe à 1,7 %, contre 1,8 % en mai.

Au Québec, l'IPC recule de 0,1 % tandis que son rythme annuel n'est plus que de 0,4 % alors qu'il atteint 1,6 % en Ontario.

À l'échelle du pays, seuls les prix de l'habillement et des chaussures sont en baisse sur une base annuelle. Le logement et les soins personnels concourent le plus en revanche à l'ascension de l'IPC.

De juin à juin, les prix des biens sont quasi stables, les faibles pressions inflationnistes étant assurées par les services.

«Les prix des communications gonflent rapidement à hauteur de 4,8 % à cause des factures de téléphone et des services postaux», note Diana Petramala, économiste chez



PHOTO ADRIAN WYLD, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

L'entrée en vigueur, en Ontario et en Colombie-Britannique, de la nouvelle taxe de vente harmonisée ajoutera 0,7 point de pourcentage à l'indice des prix à la consommation, calcule la Banque du Canada (notre photo).

Groupe financier Banque TD. De mai à juin, cette tendance était plus prononcée encore: les prix des biens ayant reculé de 0,6 % alors que ceux des services ont progressé de 0,3 %.

«La baisse de 4,9 % des prix des vêtements en juin

a joué un rôle primordial dans la réduction de l'IPC total, note Benoit P. Durocher, économiste senior chez Desjardins. Sans cette composante, l'IPC total aurait plutôt augmenté d'environ 0,1 %.»

Moins de magasinage cet été

Cette diminution appréciable s'explique peut-être par le fait que les Canadiens ont boudé les magasins en tout genre en mai, provoquant une chute de plus de 2 % des ventes au détail. Magasins et

rayons et boutiques de mode ont, semble-t-il, choisi de devancer leurs soldes d'été.

L'IPC devrait rebondir dès juillet, sans que les pressions inflationnistes soient de nature à inquiéter pour autant. Les prix de l'essence sont repartis à la hausse.

En outre, l'entrée en vigueur, en Ontario et en Colombie-Britannique, de la nouvelle taxe de vente harmonisée (TVH) ajoutera 0,7 point de pourcentage à l'IPC, calcule la Banque du Canada.

Cet effet devrait s'estomper graduellement, dans la mesure où fabricants et grossistes refileront les effets bénéfiques de la TVH sur les prix de leurs intrants aux consommateurs.

Ces pressions à la hausse seront en partie contrebalancées par les faibles augmentations de salaire consenties dernièrement et par la force relative du dollar qui diminue les prix des marchandises importées.

Voilà pourquoi, malgré les fluctuations mensuelles parfois fortes de l'IPC, l'inflation tendancielle mesurée par l'IPCX reste conforme aux prévisions de la Banque du Canada. Selon elle, l'IPCX évoluera entre 1,7 % et 2,0 % d'ici la fin de 2012, à condition que prenne fin graduellement l'extraordinaire détente monétaire actuelle.

Après la hausse de 0,25 % du taux cible de financement à un jour fixé mardi à 0,75 %, d'autres hausses sont donc à prévoir au cours des prochains mois.

Reprise des activités dans le Port de Montréal

LA PRESSE CANADIENNE

Les activités dans le Port de Montréal reprendront normalement ce matin après cinq jours de lock-out.

Réunis en assemblée extraordinaire, les membres du Syndicat des débardeurs ont approuvé hier en fin de matinée l'entente intervenue jeudi soir.

Le président du syndicat, Daniel Tremblay, a indiqué que les quelque 700 syndiqués présents ont voté à l'unanimité pour la reprise du travail. «Les membres sont très heureux de retourner faire ce qu'ils font tous les jours, soit leur métier de débardeur», a-t-il déclaré.

Le porte-parole de l'Association des employeurs maritimes, Gilles Corriveau, s'est quant à lui dit soulagé. Il a assuré que le retard dans la livraison et la réception de marchandises sera rapidement rattrapé.

Les conteneurs qui se sont accumulés sur les quais seront

expédiés par voie ferroviaire ou par camion dès aujourd'hui, a précisé M. Corriveau. Un premier navire est attendu demain matin vers 8h.

Quant aux négociations sur le renouvellement de la convention

«On croit que d'ici deux ou trois semaines on devrait réussir à s'entendre.»

— Daniel Tremblay, président du Syndicat des débardeurs

collective, elles reprendront de manière intensive lundi matin.

Les coûts de la caisse de sécurité d'emploi et la sécurité du revenu sont au cœur du litige, mais les deux parties sont optimistes quant à la possibilité de s'entendre rapidement. «On croit que d'ici deux ou trois semaines on

devrait réussir à s'entendre», a affirmé M. Tremblay.

«Soyez assurés que, du côté des employeurs, on poursuit le même objectif», a dit M. Corriveau, ajoutant qu'il était heureux de constater que les deux parties étaient réalistes quant à la situation économique.

«Les heures de travail au Port de Montréal ont diminué dans les dernières années, mais les coûts de la main-d'œuvre sont restés les mêmes, a expliqué M. Corriveau. Alors il faut faire des ajustements dans le coût de la main-d'œuvre.»

Le président du syndicat a également annoncé que les 169 travailleurs qui s'étaient vu retirer leur sécurité salariale par l'employeur comme moyen de pression la retrouveront dès demain.

Les quelques 900 débardeurs du Port de Montréal sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 2008.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Après cinq jours de lock-out, les activités reprendront ce matin au Port de Montréal.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



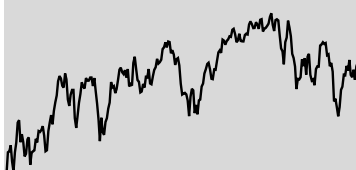
FERMETURE 1 102,66
VAR. 1J 0,82 %
52 SEM. HAUT 1 219,80
1 SEM. +3,55 %
BAS 953,27

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1 J	(pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	66 322,99	574,89	0,87	
CAC 40 (France)	3 607,05	6,48	0,18	
DAX (Allemagne)	6 166,34	24,19	0,39	
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 472,48	9,22	0,37	
FTSE 100 (Angleterre)	5 312,62	-1,19	-0,02	
Hang Seng (Hong Kong)	20 815,33	225,63	1,10	
Mexico Bolsa (Mexique)	32 806,03	85,27	0,26	
FTSE MIB (Italie)	20 604,08	-90,18	-0,44	
NIKKEI 225 (Japon)	9 430,96	210,08	2,28	
S&P/ASX 200 (Australie)	4 458,40	83,70	1,91	
Shanghai (Chine)	2 572,03	9,62	0,38	
Swiss Market (Suisse)	6 201,25	7,07	0,11	

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 11 714,21
VAR. 1J 0,40 %
52 SEM. HAUT 12 321,76
1 SEM. +1,25 %
BAS 10 384,64

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
UTS ENERGY (UTS)	7 886 857	3,70	0,54
ISHARES S&P/TSX (XIU)	6 138 216	17,16	0,41
WESTERN COAL (WTF)	5 645 721	4,39	5,28
BOMBARDIER/B (BBD.B)	4 827 484	4,91	1,24
HORIZONS BETA/A (HNU)	4 762 320	5,93	-2,79
HARRY WINSTON D. (HW)	4 534 446	13,00	-10,65
MANULIFE FINAN. (MFC)	4 435 159	15,08	-1,37
TECK RES./B (TCK.B)	3 933 197	37,00	1,59
XINERGY LTD (XRG)	3 443 600	2,00	-6,98
HORIZONS BETAPRO (HOU)	3 285 434	6,78	0,00
LUNDIN MINING (LUN)	3 017 021	3,92	0,26
ENCAN (ECA)	2 914 045	32,22	-1,98
BANKERS PET. (BNK)	2 889 770	7,99	2,57
KINROSS GOLD (K)	2 886 535	17,05	0,35
HORIZONS BETAPRO (HND)	2 815 814	6,33	2,93
BARRICK GOLD (ABX)	2 687 612	43,86	-0,23

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
BANKERS PET (BNK.WA)	2 666	6,07	13,46
FAIRCOURT INCOME (FIG.U)	165 936	3,94	10,99
QUEBECOR/A (QBR.A)	1 685	36,50	8,44
QUADRA MINING (QUX.W)	37 500	2,96	8,42
PRT FOREST REGEN. (PRT.U)	1 016	2,56	6,67

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
DOMTAR CANADA (UFK)	4 461	57,35	3,12
OIL SANDS SPLITT (OST.U)	2 500	121,25	2,95
DOMTAR (UFS)	105 095	56,94	2,84
QUEBECOR/A (QBR.A)	1 685	36,50	2,84
LABRADOR IRON (LIF.U)	48 007	48,05	1,83

TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
WORLD ENERGY SOL. (XWE)	2 300	2,80	-12,50
HARRY WINSTON D. (HW)	4 534 446	13,00	-10,65
HYDROGENICS (HYG)	6 622	3,27	-9,42
XINERGY LTD (XRG)	3 443 600	2,00	-6,98
PRIME RESTAU. (EAT)	15 864	3,65	-5,93

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (\$)
FAIRFAX FINAN. (FFH)	20 306	407,85	-4,14
INMET MINING (IMN)	501 196	48,35	-1,89
HARRY WINSTON D. (HW)	4 534 446	13,00	-1,55
SHOPPERS DRUG (SC)	1 745 351	34,07	-1,53
OPEN TEXT (OTC)	172 413	41,96	-1,16

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 394,98
VAR. 1J 0,47 %
52 SEM. HAUT 1 691,10
1 SEM. +1,12 %
BAS 1 123,45

PLUS ACTIFS

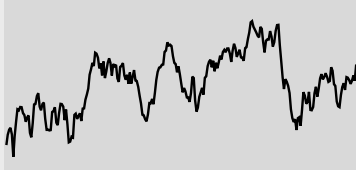
	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TERRANE METALS (TRX)	8 670 164	1,38	2,22
CONSOLIDATED SP. (CZS)	6 297 443	0,05	11,11
ASHBURTON VEN. (ABR)	5 552 462	0,09	13,33
ALANGE ENERGY (ALE)	4 554 659	0,39	5,41
SHEAR MINERALS (SRM)	4 382 464	0,06	33,33
KISKA METALS (KSK)	3 842 226	0,79	-4,82
PETRODORADO (PDQ)	3 580 000	0,27	-5,36
QUETZAL ENERGY (QE)	3 449 741	0,13	-7,14
AMERICAN NAT. (ANR.U)	2 960 000	0,03	-14,29
ADMIRAL BAY RES. (ADB)	2 857 000	0,02	0,00

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme

> 12 mois



78,98 \$US

Variation 1 JOUR -0,32 \$US

Variation 1 SEM. +3,91 %

Variation 1 AN +17,60 %

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	1AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,47	0,07	0,38	9,81
S&P/TSX 60 (XIU)	17,16	0,07	0,41	5,41
S&P/TSX fin. (XFN)	21,67	0,09	0,42	3,24
S&P/TSX éner. (XEG)	17,94	0,05	0,28	6,53
S&P/TSX or (XGO)	22,05	0,00	0,00	13,84
Oblig. c. terme (XS8)	29,07	-0,01	-0,03	0,03
Oblig. l. terme (X88)	29,73	-0,01	-0,03	1,85
S&P 500 (XSP)	12,64	0,08	0,64	11,46

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1 J (\$)	(%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	BAS	DIV. ANN.
TECHNOLOGIES	225,41 pts		0,91		3,39			
▲ Research in Motion (RIM)	57,69	1,02	1,80	16 697	4,11	94,00	50,06	0,00
CGI (GIB.A)	16,65	-0,05	-0,30	3 663	2,27	16,80	9,96	0,00
Exfo (EXF)	6,00	0,00	0,00	62	0,84	6,85	3,09	0,00
▼ Open Text (OTC)	41,96	-1,16	-2,69	1 724	-0,07	51,92	37,13	0,00
INDUSTRIELLES	1192,85 pts		1,27		3,34			
▲ ACE Aviation (ACE.A)	10,00	0,10	1,01	1 374	24,07	10,05	4,22	0,00
Transcontinental (TCL.A)	14,83	-0,02	-0,13	870	7,23	15,25	7,74	0,36
Laperr. & Verreault (GLV.A)	8,00	0,00	0,00	642	4,17	10,35	6,75	0,00
▲ Canadian National (CNR)	64,98	1,28	2,01	17 326	3,88	65,00	48,60	1,08
Velan (VLN)	14,22	0,12	0,85	0	3,80	16,98	11,01	0,32
Jazz Air (JAZ.U)	4,47	-0,03	-0,67	1 757	3,71	5,24	3,12	0,60
▲ Garda (GW)	8,62	0,13	1,53	407	3,61	11,90	4,55	0,00
▲ Bombardier (BBD.B)	4,91	0,06	1,24	48 275	3,59	6,24	3,45	0,10
SNC-Lavalin (SNC)	46,43	0,45	0,98	1 918	3,04	54,89	41,59	0,68
▲ Canadien Pacifique (CP)	61,00	0,80	1,33	5 424	2,75	62,90	42,43	1,08
CAE (CAE)	9,95	-0,02	-0,20	2 117	2,05	10,42	6,79	0,12
Quinc. Richelieu (RCH)	25,30	-0,14	-0,55	34	-0,24	25,99	18,35	0,36
Genivar (GNV.U)	25,49	0,01	0,04	89	-0,43	29,26	22,76	1,50
▲ Transat (TRZ.B)	10,95	0,19	1,77	496	-0,45	24,90	9,75	0,00
Stella-Jones (SJ)	27,75	0,05	0,18	24	-0,89	29,90	20,60	0,36
Transforce (TFI)	9,53	-0,03	-0,31	353	-1,24	11,12	5,97	0,40
SERVICES PUBLICS	1 707,03 pts		0,16		2,38			
Fortis (FTS)	28,80	0,07	0,24	2 753	3,86	29,32	21,60	1,12
Canadian Utilities (CU)	48,18	0,14	0,29	1 909	2,66	49,44	36,01	1,51
Boralex (BLX)	8,25	-0,05	-0,60	169	2,61	10,98	7,70	0,00
Gaz Métro (GZM.U)	16,52	0,14	0,85	379	2,23	17,17	14,75	1,24
▼ Innergex (INE)	8,78	-0,17	-1,90	100	0,11	9,62	3,76	0,59
TransAlta (TA)	20,50	-0,19	-0,92	4 659	-0,24	24,00	19,55	1,16
ÉNERGIE	2 764,56 pts		0,22		2,08			
▲ Canadian Oil Sands (COS.U)	28,98	0,65	2,29	11 483	5,77	34,89	25,48	2,00
▲ Arc Energy (AET.U)	20,56	0,21	1,03	4 183	4,95	22,78	15,92	1,20
Pengrowth Energy (PGE.U)	10,15	0,00	0,00	7 255	4,00	12,00	8,50	0,84
Suncor Energy (SU)	33,38	-0,03	-0,09	24 731	3,25	40,79	29,91	0,40
Enperlus Res. (ERF.U)	23,76	0,15	0,64	2 387	3,21	25,80	18,22	2,16
Imperial Oil (IMO)	40,86	0,15	0,37	2 993	2,48	44,80	37,75	0,44
Husky Energy (HSE)	26,51	0,01	0,04	6 936	2,24	34,04	25,13	1,20
Nexen (NXY)	21,58	0,00	0,00	7 968	1,70	27,31	20,34	0,20
Enbridge (ENB)	51,95	0,01	0,02	6 387	1,52	52,30	39,18	1,70
Transcanada (TRP)	36,62	-0,13	-0,35	9 267	1,19	38,16	30,01	1,60
Talisman Energy (TLM)	16,73	0,03	0,18	19 678	1,09	20,86	15,71	0,25
Cameco (CCO)	25,52	-0,03	-0,12	7 746	0,79	35,00	21,64	0,28
Penn West Energy (PWT.U)	20,50	0,00	0,00	5 351	0,79	22,35	13,60	1,80
Can Natural Res. (CNO)	36,63	0,06	0,16	15 152	0,58	40,08	30,25	0,30
Crescent Point En. (CPG)	37,65	0,21	0,56	13 673	0,29	43,69	33,11	2,76
▼ EnCana (ECA)	32,22	-0,65	-1,98	29 140	-4,08	36,65	28,62	0,80
MATÉRIAUX	3 033,88 pts		0,52		1,99			
▲ Teck Cominco (TCK.B)	37,00	0,58	1,59	39 332	10,65	46,92	24,50	0,40
▲ Tembec (TMB)	1,93	0,03	1,58	262	7,82	3,09	0,50	0,00
▲ Cascades (CAS)	6,52	0,07	1,09	891	1,56	9,80	4,75	0,16
Canam (CAM)	7,03	0,03	0,43	837	0,43	9,81	6,04	0,16
Osisko (OSK)	11,83	0,00	0,00	8 239	0,34	12,45	6,42	0,00
Potash (POT)	101,96	0,68	0,67	8 785	-0,10	130,69	88,68	0,40
Barrick (ABX)	43,86	-0,10	-0,23	26 876	-0,32	50,53	35,50	0,40
Goldcorp (G)	42,24	0,09	0,21	16 745	-0,47	48,37	35,12	0,18
▲ Semafo (SMF)	7,20	0,18	2,56	10 871	-3,36	9,13	2,03	0,00
CONSUMMATION AUTRE	1 001,36 pts		0,43		1,91			
▲ Quebecor (QBR.B)	36,55	0,64	1,78	685	7,09	37,90	18,42	0,20
▲ Gildan (GIL)	31,29	0,61	1,99	1 759	4,13	33,26	17,60	0,00
▲ TVA (TVA.B)	12,10	0,35	2,98	4	2,98	15,70	8,71	0,20
Canadian Tire-A (CTC.A)	57,02	0,39	0,69	1 520	2,50	60,75	50,86	0,84
Magna (MG.A)	76,81	0,07	0,09	2 939	2,17	78,82	42,03	0,73
Cogeco Câble (CCA)	35,39	-0,06	-0,17	246	1,87	43,98	26,40	0,56
Dorel (DII.B)	35,00	0,12	0,34	247	1,57	39,35	23,76	0,60
▲ Shaw (SJR.B)	20,55	0,24	1,18	5 263	1,53	22,02	18,18	0,88
Astral Media (ACM.A)	36,99	0,22	0,60	354	1,20	37,10	27,09	0,50
▲ BMTC (GBT.A)	20,00	0,72	3,73	65	0,50	21,49	10,01	0,20
Thomson Reuters (TRI)	38,96	0,22	0,57	6 148	0,28	39,95	32,72	1,16
Pages Jaunes (YLO.U)	5,90	-0,05	-0,84	20 586	0,00	6,98	4,78	0,80
Le Château (CTU.A)	12,38	-0,12	-0,96	752	-0,16	15,00	10,75	0,70
▲ Reitmans (RET.A)	19,56	0,37	1,93	1 120	-0,20	20,00	13,31	0,80
Rona (RON)	15,40	-0,09	-0,58	5 556	-1,09	17,73	12,77	0,00
Uni-Select (UNS)	25,80	-0,20	-0,77	126	-3,08	31,21	25,10	0,47
CONSUMMATION COURANTE	1 503,17 pts		-0,72		1,83			
▲ Couche-Tard (ATD.B)	22,19	0,73	3,40	5 417	10,95	22,24	16,13	0,16
Loblaw (L)	42,00	0,22	0,53	3 689	7,25	42,03	29,72	0,84
Weston (George) (WN)	78,62	-0,73	-0,92	495	6,78	79,75	52,75	1,44
Molson (TPX.B)	47,32	0,17	0,36	13	2,42	54,39	41,25	1,13
▼ Metro (MRU.A)	44,30	-0,70	-1,56	3 031	1,00	45,56	33,02	0,68
Saputo (SAP)	32,47	0,25	0,78	1 896	0,74	32,90	22,90	0,58
▼ Jean Coutu (PJ.C.A)	8,56	-0,15	-1,72	1 012	0,35	10,66	7,88	0,22
Lassonde (LAS.A)	55,10	-0,02	-0,04	12	0,18	58,75	38,00	0,16
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	34,07	-1,53	-4,30	17 454	-5,54	47,15	32,57	0,90

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR 1 AN
Blé (SUS/boisseau)	5,96	-0,04 12,13
Cacao (SUS/livre)	1,35	1,71 2,88
Café (SUS/livre)	1,66	2,66 33,28
Mais (SUS/boisseau)	3,71	-1,39 13,53
Soya (SUS/boisseau)	10,17	0,10 -0,64
Sucre (SUS/livre)	0,18	-0,22 0,00

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR 1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,12	-1,29 10,76
Gaz naturel (SUS/gigajoule)	4,81	-1,70 28,56
Mazout (SUS/gallon)	2,05	-0,57 16,23

Source : New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%) 1 J 1 AN
Aluminium (SUS/livre)	0,91	0,10 17,97
Argent (SUS/once)	18,10	-0,10 31,46
Cuivre (SUS/livre)	3,17	1,08 27,79
Étain (SUS/livre)	8,45	1,30 29,19
Nickel (SUS/livre)	9,24	2,80 25,03
Palladium (SUS/once)	466,30	2,16 88,79
Platine (SUS/once)	1 538,70	0,87 30,12
Plomb (SUS/once)	0,88	1,93 13,63
Zinc (SUS/livre)	0,86	-0,60 15,13

Source : London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,00	01-03-11	104,82	0,88 -0,04
Canada	6,00	01-06-11	104,11	1,09 -0,04
Canada	10,25	15-03-14	128,14	2,15 -0,12
Canada	9,75	01-06-21	158,70	3,27 -0,23
Canada	8,00	01-06-23	146,51	3,47 -0,21
Canada	8,00	01-06-27	153,95	3,67 -0,16
Canada	5,75	01-06-29	127,02	3,73 -0,14

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-20	156,01	4,13 0,04
Manitoba	7,75	22-12-25	137,10	4,40 0,28
New Brunswick	6,00	27-12-17	115,43	3,60 0,02
Newfoundland	6,15	17-04-28	119,06	4,56 0,15
Nova Scotia	6,60	01-06-27	123,41	4,58 0,28
Ontario	6,25	25-08-28	119,70	4,62 0,28
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	115,87	1,37 -0,11
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	143,19	4,48 0,28
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	141,63	4,54 0,29
P E I	8,50	27-10-15	125,76	3,13 -0,06
Québec	6,00	01-10-29	116,83	4,66 0,32

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-27	110,23	6,03 -0,07
Bombardier	7,35	22-12-26	98,50	7,50 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	111,75	5,08 -0,12
Gtaa	6,45	03-12-27	112,60	5,32 -0,08
Investors Gr	6,65	13-12-27	104,39	6,23 -0,08
Wtcoast Ene	6,75	15-12-27	114,66	5,43 -0,09

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE
CANADA		
Taux d'escompte	1,00	0,25 0,50
Taux préférentiel	2,75	0,25 0,50
Fonds à un jour	0,75	0,25 0,50
Bons du Trésor (3 mois)	0,61	0,04 0,37
Obligations (2 ans)	1,59	0,01 0,28
Obligations (10 ans)	3,23	0,07 -0,30

ÉTATS-UNIS

Taux d'escompte	0,75	0,00 0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00 0,00
Fed funds	0,25	0,00 0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,15	0,00 -0,04
Obligations (2 ans)	0,58	0,00 -0,43
Obligations (10 ans)	3,00	0,07 -0,66

OR

New York	
1187,80\$US	
Variation 1 JOUR	-7,80\$US
Variation 1 SEM.	-0,03%
Variation 1 AN	+24,40%

DOLLAR CANADIEN

EN CENTS US > 12 mois

EN EURO > 12 mois

96,52¢US

VARIATION +0,30¢

0,7475€

VARIATION -0,0003€

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un dollar US 103,61¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

Un euro 1,3378\$

LES DEVISES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 7,16 rands	Japon	1 \$ vaut 84,35 yens
Australie	1 \$ vaut 1,08 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 553,37 livres
Brésil	1 \$ vaut 1,69 real	Mexique	1 \$ vaut 12,29 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,54 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,96 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,63 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,33 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,50 dollars	Russie	1 \$ vaut 29,27 roubles
Inde	1 \$ vaut 45,45 roupies	Suède	1 \$ vaut 7,05 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,72 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut 1,02 franc

New York rassurée

AGENCE FRANCE-PRESSE

REVUE BOURSIÈRE

NEW YORK — La Bourse de New York a terminé en nette hausse hier, capitalisant finalement sur les solides chiffres trimestriels des entreprises américaines et rassurée sur les résultats des tests de résistance des banques européennes.

L'indice Dow Jones a pris 102,32 points (+1 %) à 10 424,62 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 23,58 points (+1,1 %) à 2269,47 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a progressé de son côté de 0,82 % (8,99 points) à 1102,66 points. « C'est une hausse emmenée par les résultats des sociétés », a constaté Owen Fitzpatrick, de Deutsche Bank.

Un peu endormi à l'ouverture, le marché s'est animé dans l'après-midi, une fois connus les résultats des tests de résistance des banques européennes, qui avaient fourni dans un premier temps une « bonne excuse pour ne pas faire grand-chose », selon Peter Cardillo, d'Avalon Partners.

Au final, 7 des 91 banques européennes ont été recalées à cet examen de leur solidité financière.

« C'est probablement assez fort pour montrer que certai-

nes banques ont des problèmes et ne s'en sortiront peut-être pas, mais pas au point de faire douter sur l'ensemble du secteur bancaire en Europe », a observé Owen Fitzpatrick.

La réaction du marché a été très molle dans un premier temps. Des rumeurs de rachats, comme celui du groupe biotechnologique Genzyme par le français Sanofi-Aventis, ont ensuite offert un peu d'animation.

Le marché s'est concentré sur les résultats, soutenant en particulier le secteur de l'industrie, également porté par le relèvement du dividende du conglomérat General Electric.

« Les gens craignaient un peu que les perspectives des entreprises soient négatives. Mais quand vous regardez des entreprises comme Honeywell, qui a publié ce matin, elles semblent plutôt positives », a souligné Owen Fitzpatrick.

Certains analystes continuaient toutefois de se montrer prudents.

« Le marché a déjà pris en compte une très bonne saison des résultats. Ce n'est pas ce qui l'inquiète. Ce qui l'inquiète, c'est de savoir à quel point l'économie américaine ralentit », a ajouté l'analyste, estimant que les investisseurs étaient déjà concentrés sur les publications macroéconomiques de la semaine prochaine.

Le titre de Microsoft a reculé de 0,12 % malgré la hausse de près de 50 % de son bénéfice

au dernier trimestre de son exercice décalé, mais l'action avait déjà pris un peu plus de 3 % sur les deux dernières séances, le marché ayant anticipé ces bons chiffres.

Après un début de journée difficile, American Express (+3,7 %) a fini par profiter de résultats solides. Pour sa part, Verizon a été recherché (+3,8 %) malgré un chiffre d'affaires décevant.

Le groupe de restauration rapide McDonald's (-2,1 %) a tout juste contenté les investisseurs avec un bénéfice par action de 1,13 \$US, un cent de plus qu'espéré. General Electric (+3,3 %) a confirmé la normalisation de ses affaires après la récession, annonçant le relèvement d'un dividende qu'il avait divisé par trois en 2009 par mesure d'économies.

La Bourse de Toronto a aussi clôturé en hausse. L'indice composé S & P/TSX a avancé de 46,45 points pour terminer la journée avec 11 714,21 points.

Le secteur torontois de l'énergie a progressé de 0,3 %, malgré une culbute de 32 cents US du cours du pétrole brut, à 78,98 \$US le baril à la Bourse des matières premières de New York.

Les titres aurifères se sont appréciés de 0,1 %, le cours du lingot d'or ayant cependant chuté de 7,80 \$US à 1187,80 \$US l'once à New York.



PHOTO LISA POOLE, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

En février 2009, General Electric avait annoncé une division du dividende par trois, de 31 à 10 cents US par action, ce qui lui permettait d'économiser environ 9 milliards US par année.

Ses affaires normalisées, GE recommence à relever le dividende

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le conglomérat américain General Electric (GE) a confirmé hier la normalisation de ses affaires après la récession, annonçant le relèvement d'un dividende qu'il avait divisé par trois en 2009 par mesure d'économie.

« Nous sommes en mesure de restaurer le dividende (...) pour 2010 et de prolonger notre programme de rachat d'actions plus tôt que prévu grâce à la poursuite de notre bonne génération de liquidités, au redressement de GE Capital et à la solide perfor-

mance de nos activités industrielles au premier semestre », a indiqué le PDG, Jeff Immelt, cité dans un communiqué.

M. Immelt a ajouté que le conglomérat ne renonçait pas pour autant à ses projets de réaliser des acquisitions « stratégiques et financièrement intéressantes ».

En février 2009, General Electric avait annoncé une division du dividende par trois, de 31 à 10 cents US par action, ce qui lui permettait d'économiser environ 9 milliards US par année.

GE, qui emploie plus de 300 000 personnes dans plus

d'une centaine de pays, avait jusqu'alors constamment augmenté son dividende depuis 32 ans, mais après la chute de 22 % de son bénéfice annuel, il avait choisi la prudence aux dépens de la satisfaction de ses actionnaires.

Hier, Moody's et Standard and Poor's ont annoncé que la décision de relever le dividende n'aurait pas d'influence sur la notation, qui reste au niveau « Aa2 » pour la première et « AA+ » pour sa seconde, ni la perspective de GE, stable.

L'action a gagné 3,29 %, à 15,71 \$US, à la Bourse de New York.

SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, **Vincent Desisle, de Scotia Capitaux.**

Des profits solides, malgré un été houleux

STÉPHANIE GRAMMOND

Q : À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse ?

La semaine a surtout été marquée par la publication des plus récents résultats financiers trimestriels. Les sociétés qui font partie de l'indice américain S & P 500 affichent une forte croissance par rapport à l'an dernier (+53 %) et surpassent largement les attentes (80 % ont battu les prévisions).

Pendant que l'horizon macroéconomique inquiète et laisse présager une modération de la croissance économique mondiale en seconde moitié de 2010, le portrait favorable de la rentabilité des entreprises permet à court terme aux indices boursiers de se ressaisir quelque peu après la glissade enregistrée en mai et juin.

Q : Quel indicateur surveillez-vous le plus attentivement en ce moment ?

Il y en a deux. Aux États-Unis, nous suivons l'évolution hebdomadaire des nouvelles demandes d'assurance chômage (*jobless claims*) pour jauger les améliorations du côté de l'emploi. Depuis un an, cette donnée s'est améliorée, tombant d'un sommet d'environ 700 000 demandes par semaine à environ 450 000 au printemps. Mais depuis, elles stagnent à ce niveau, un signe que la création d'emplois demeure très décevante chez nos voisins du Sud. Un niveau inférieur à 400 000 nouvelles demandes hebdomadaires indiquerait que le marché du travail se porte mieux.

Q : Que feriez-vous avec 10 000 \$ à investir ?

La période d'intense volatilité que nous connaissons depuis plusieurs mois n'étant pas terminée, je suggère de maintenir des positions d'encaisse plus élevée que la normale dans les portefeuilles. Dans la portion « actions », il faut bien doser le contenu cyclique et défensif. Je répartirais également toute nouvelle somme dans les secteurs suivants, soit avec un titre indiciel ou spécifique: Technologie (Research in Motion, Celestica), Industriels (CN, Finning), Énergie (ARC Energy, TransCanada), Télécommunication (Quebecor, Telus) et Consommation de base (Shoppers Drug Mart, Metro).

Q : Quel placement évitez-vous à tout prix ?

« Éviter » une catégorie d'actifs peut s'avérer une décision périlleuse (parce que souvent émotive) et il nous apparaît préférable de sous-ponderer ce qu'y semble plus risqué et surpondérer ce qui recèle un potentiel supérieur. En ce moment, les obligations gouvernementales et les secteurs de la finance, de la consommation discrétionnaire et de l'or nous apparaissent moins attrayants.

Q : Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus présentement ?

Après la glissade boursière printanière, le moral collectif du marché est assez morose en raison des risques liés à l'austérité budgétaire en Europe. À notre avis, il ne fait aucun doute que le rythme de la reprise s'essouffle. Mais nous croyons que le marché surestime le ralentissement à venir et son impact sur la rentabilité. Les dernières données publiées en Europe ont d'ailleurs été plutôt solides. Mais l'environnement d'extrême volatilité demeurera encore longtemps et une stratégie tactique restera préférable au *buy-and-hold*, soit l'achat de titres à très long terme.

Stratège financier depuis 14 ans, **Vincent Desisle** s'est joint à Scotia Capitaux en 2004. À l'aide d'une analyse macroéconomique, il met au point des stratégies de répartition d'actifs et des portefeuilles modèles d'actions, destinés à des gestionnaires de portefeuilles institutionnels et aux courtiers de Scotia McLeod.

PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

Le ministre du Revenu du Québec fait connaître, par la publication de cet avis, qu'il a maintenant la responsabilité de liquider des successions ou d'administrer des biens qui n'ont pas été réclamés, pour les personnes mentionnées ci-dessous.

Vous souhaitez obtenir de l'information, faire une réclamation ou avoir accès à l'ensemble des biens non réclamés? Consultez le registre des biens non réclamés dans le site Internet de Revenu Québec, à l'adresse www.revenu.gouv.qc.ca, ou communiquez avec la Direction principale des biens non réclamés, au 1 866 840-6939. Si vous croyez être l'héritier d'une succession ou avoir le droit de réclamer un bien, la procédure à suivre pour faire votre réclamation ainsi que les honoraires qui s'appliquent vous seront expliqués. Ces honoraires seront déduits du montant que vous réclamez. Lors de votre démarche, vous devrez prouver hors de tout doute que vous êtes bien le propriétaire, l'héritier ou l'ayant droit de la succession ou des biens que vous réclamez. Notez que le règlement d'une succession exige des délais qui varient selon la complexité du cas et qui peuvent s'échelonner sur plusieurs mois.

Par ailleurs, vous pourriez être approché par un *chercheur d'héritier* (personne ou entreprise dont l'activité consiste à trouver les personnes qui ont droit à un héritage). Sachez que ces personnes peuvent exiger des honoraires élevés, que vous devez parfois payer avant même d'accéder aux renseignements préliminaires concernant l'héritage. Notez que le ministre du Revenu du Québec n'est aucunement responsable des frais que vous pourriez engager auprès d'un *chercheur d'héritier*.

Selon l'article 794 du Code civil du Québec, le ministre du Revenu du Québec dresse un inventaire des successions non réclamées au paragraphe 1 du présent avis. Sur demande écrite d'une personne intéressée (héritier, légataire, créancier possédant un document à l'appui), une copie de l'inventaire pourra lui être transmise.

Le ministre du Revenu du Québec remettra les biens administrés aux propriétaires et aux ayants droit qui se manifestent dans les délais prescrits. Pour réclamer une succession, tout héritier ou ayant droit dispose, en principe, d'un délai de dix ans, à compter de la date d'ouverture de la succession. Pour tout autre bien, le délai de réclamation est illimité, sauf dans le cas des sommes dont le montant est inférieur à 500 \$. Pour ces dernières, le droit de réclamation est limité à dix ans, à compter de leur remise au ministre des Finances.

Le ministre du Revenu du Québec agit conformément aux dispositions de l'article 32 de la Loi sur le curateur public et de l'article 699 du Code civil du Québec.

Note: Les appellations, les dénominations ou les noms figurant dans les listes publiées dans cet avis sont écrits comme ils ont été transmis par les différents détenteurs au moment de la remise des biens ou des produits au ministre du Revenu du Québec.

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès		
ABGRAL, Yan	14, rue du Lac, appartement A, Sainte-Anne-du-Lac	2005-11-19	DROUIN, Francine	360, avenue Proulx, Québec
ADAM, Jacqueline	3270, avenue de la Pépinière, appartement 201, Montréal	2006-02-22	DROUIN (FOURNIER), Carmen	40, rue Lévis, Longueuil
ADAM, Paul-Eugène	Institut universitaire en santé mentale de Québec, 2601, chemin de la Canardière, Québec	2008-04-02	DROUIN, Georges	7150, rue Marie-Victorin, Montréal
AINSLEY, Jeannette	8182, rue Chabot, appartement 2, Montréal	2006-04-13	DROUIN, Maurice	150, 15 ^e Avenue, Lachine
ALLARD, Alexis	4255, avenue Papineau, appartement 891, Montréal	2008-04-11	DROUIN, Michel	755, avenue du Cénacle, Québec
ALLARD, Thelma	4445, boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	2008-11-21	DUBÉ, Luc	4975, rue Brousseau, appartement C, Drummondville
ANTHONYA-JOHNSON, Louis	1870, boulevard Pie-IX, Montréal	2009-07-31	DUCHARME, Aline	465, boulevard Brassard, Saint-Paul
ARBOUR, Denis	452, route 132 Ouest, appartement B, Percé	2005-03-04	DUFOUR, Rita	1870, boulevard Pie-IX, Montréal
ARCHAMBAULT, Marcel	5395, rue De Brébeuf, appartement 5, Montréal	2007-12-21	DULUDE, Daniel	4390, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval
ARNOLD, Alice	138, rue Jeanne-Mance, Coaticook	2009-08-05	DUMAS, Guy	280, rue Saint-Norbert, Drummondville
ARSENAULT, Laurent	510, boulevard La Vérendrye Est, Gatineau	2007-08-13	DUMAS, Roger	645, rue Saint-Germain Ouest, Rimouski
ARSENAULT, Michelle	7445, rue Hochelaga, Montréal	2007-09-08	DUMOUCHEL (BEAUCHAMP), Thérèse	46, chemin de la Grande-Ligne, Sainte-Angèle-de-Monnoir
ARSENAULT, Régis	41, rue Sainte-Rose, appartement 1, Gatineau	2006-03-29	DUPÉRRÉ, Eugénie	450, rue Brassard, Roberval
ASSELIN, Jacques	6400, rue Beurling, appartement 6, Verdun	2005-10-22	DUPRAS, Alain	689, rue de la Madone, Mont-Laurier
AUDET, Gabrielle	1555, rue de Dorval, appartement 203, Sherbrooke	2005-08-30	DUPUIS, Gilles	36, rue Leclair, Sainte-Thérèse
AUGER, Claude	12, chemin Gorman, Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	2009-03-08	DUPUIS, Jeannine	14, rue Amélie-Fristel, Saint-Charles-Borromée
AUGER, Diane	58, rue Ableson, Portneuf	2005-01-28	DUQUETTE, Shirley-Ann	6021, rue Bourassa, Pierrefonds
AUGER, Georges	131, rue Chevière, Québec	2005-07-16	DUROCHER (RENAUD), Jeanne	6767, rue Cartier, Montréal
AUGIE (MCKEOWN), Laurice	275, avenue Brittany, Mont-Royal	2007-11-22	DUROCHER, Gertrude	7905, rue Sherbrooke Est, Montréal
AYOTTE, Hervé	3550, rue Saint-Urbain, Montréal	2008-11-06	DUSSEAU, Alain	64, rue Desjardins, appartement 5, Victoriaville
BAGGALLAY, Rodney	856, rue René-Gabriel-Belleau, Québec	2007-11-17	DUVAL (POULIN), Françoise	11515, 8 ^e Avenue, appartement 201-B, Saint-Georges
BAILEY, Claude	381, rue du Père-Breton, Trois-Rivières	2004-09-16	EASSON, Donald	6029, rue Chauveau, Montréal
BALSIS, Frank	1231, boulevard de Maisonneuve Est, appartement 43, Montréal	2005-12-24	EMERY, François	450, rue Brassard, Roberval
BARABÉ, Norbert	250, boulevard Brien, Repentigny	2007-12-26	ERNST, Thérèse	1178, boulevard Sainte-Anne, Québec
BARRETTE, Raymond	5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2008-03-01	ETHIER, Pierre	6, place Mercier, appartement 104, Candiac
BARTALOS, Antal	6363, chemin Hudson, appartement 310, Montréal	2009-07-17	FAHEY, Patricia	6465, avenue de Chester, Montréal
BEAUCHAMP, Clément Jr.	953, 8 ^e Rue, Saint-Jérôme	2006-03-03	FALARDEAU, Raymond	4410, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval
BEAUDIN, Denis	1662, avenue Phillips, Mascouche	2005-06-29	FAUCHER, Clara	3500, rue Wellington, Verdun
BEAUDOIN, Noëlla	1, avenue du Sacré-Cœur, Québec	2009-05-25	FECTION, Maria	138, rue Jeanne-Mance, Coaticook
BEAUDRY, Bernadette	2042, boulevard Marie, Saint-Hubert	2006-11-11	FERLAND, Raymond	1035, montée Masson, appartement 2, Mascouche
BEAUREGARD, François	99, rue Lesage, appartement 2, Gatineau	2006-03-25	FERREOL, François	1901, rue Claude, Longueuil
BEAUREGARD, Gilles	11160, boulevard Lacordaire, appartement 303, Montréal-Nord	2006-02-02	FISSET, Jean	2540, avenue de Lisieux, appartement 317, Québec
BEAUSEJOUR, Irène	390, rue Brassard, Saint-Michel-des-Saints	2008-05-06	FORAND, Peter	8, rue Yvon, appartement A, Coteau-du-Lac
BÉDARD, Solange	1054, rue Principale, Saint-Pierre-Baptiste	2008-12-29	FORESTAL, Guy	1036, rue Belvédère Sud, Sherbrooke
BÉLAND, Gaston	9600, rue Saint-Denis, chambre 212A, Montréal	2005-10-26	FORGET, Marcel	7445, rue Hochelaga, Montréal
BÉLANGER (BISSON), Marguerite	8183A, rue Mongeau, LaSalle	2005-06-11	FORGET, Rolland	105, rue des Bouleaux, appartement 1, Cowansville
BELISLE, André	1, rue Saint-André, Repentigny	2005-08-02	FORTIN, Alfred	800, avenue du Sanatorium, Mont-Joli
BÉNARD, Marie-Rose	5207, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2007-11-22	FORTIN, Louis-Nil	2185, boulevard de l'Ange-Gardien Nord, L'Assomption
BENGLE, Jacques	Place Ste-Marie, 3470, rue Louis-Pasteur, Trois-Rivières	2005-07-19	FORTIN, Lucie	4410, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval
BENNETT, Melva	6565, chemin Hudson, Montréal	2007-03-30	FORTIN, Raymond	4251, avenue De Lorimier, appartement 4, Montréal
BENOIT, Yolande	6910, rue Boyer, Montréal	2008-09-18	FORTIN, Rolland J.	2135, rue de la Terrasse-Cadieux, Québec
BERCHAN, Gabriel	245, rue Saint-Janvier, Weedon	2009-11-30	FOURNIER, Carol	2090, rue Wellington, appartement 2, Montréal
BERGERON, Bernadette	5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2008-02-16	FRANCHE, Marguerite	5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal
BERGERON, Pierre-Paul	510, rue Grant, chambre 921, Longueuil	2005-07-31	FRANCOEUR, Angelo	3200, rue Hochelaga, appartement 7, Montréal
BERGERON, Thérèse	4255, avenue Papineau, Montréal	2006-12-01	FRANCOEUR, Marguerite	8340, rue De Grosbois, appartement 11, Montréal
BERTHIAUME, André	1270, rang Saint-Nicolas, Trois-Rivières	2006-02-22	FRECHETTE (LEE), Liliane	820, rue Grandjean, appartement 8, Québec
BÉRUBÉ, Jules	412, route 132, Métis-sur-Mer	2007-09-11	FRITH, Norma	5760, avenue Parkhaven, Côte-Saint-Luc
BÉRUBÉ, Louis	775, avenue Murray, appartement 611, Québec	2009-10-12	GAGNON, Gilles	65, rue Napoléon, Chicoutimi
BIBEAU, Fernand	17, rue Babin, Repentigny	2008-03-29	GAGNON, Gisèle	3401, avenue des Platanes, Québec
BIENVENUE, Fleurette	1585, rue Girouard Est, Saint-Hyacinthe	2007-07-21	GAGNON, Jeannette	283, 2 ^e Avenue, Lac-Étchemin
BIENVENUE, Guy	8124, rue du Mistral, Charny	2006-01-09	GAGNON, Michel	Établissement Port-Cartier, chemin de l'Aéroport, C.P 7070, succ. Bureau-Chef, Port-Cartier
BISSONNETTE, Guy	5, avenue Denis, Montréal-Est	2005-09-11	GAGNON, Monique	3, 9 ^e Rue, Rouyn-Noranda
BLACHE, Mariette	825, rue Melançon, Saint-Jérôme	2005-10-22	GAGNON, Yvon	1158, rue Saint-François-Xavier, appartement 2, Trois-Rivières
BLAIS, Aurore	5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2008-01-29	GARCEAU, Johnny	1108, avenue Dallaire, Rouyn-Noranda
BLAIS, Robert	4105, montée Masson, Laval	2009-09-02	GARNIER, Serge	290, rue Lemire, Saint-Germain-de-Grantham
BLANCHARD, Ginette	389, 18 ^e Rue, Québec	2005-10-23	GAUDETTE, Michel	2545, rue Aubry, Brossard
BLANCHARD, Pierre (André)	35-1991, avenue Bardy, Québec	2005-06-27	GAUDETTE, Paul	8877, rue de Provence, appartement A, Saint-Léonard
BOISCLAIR, Béatrice	4255, avenue Papineau, Montréal	2007-08-06	GAUDETTE, Rita	7445, rue Hochelaga, Montréal
BOISVERT, André	7961, chemin du 3 ^e -Rang, Thetford Mines	2009-04-16	GAUDREAULT (GAUDRAULT), Yvette	2300, rue Nicolet, Montréal
BOISVERT, Jean-Guy	1775, boulevard Henri-Bourassa Est, appartement 306, Montréal	2008-01-16	GAUTHIER, Marie Eva Angèle	2601, chemin de la Canardière, Québec
BOISVERT, Michèle	3730, rue de Bellechasse, Montréal	2007-06-24	GAUTHIER, Michel	1253, avenue de la Grande-Allée, Mascouche
BOMBARDIER, Gérald	50, rue Saint-Patrice Est, Magog	2009-05-05	GENEST, Madeleine	1250, chemin Sainte-Foy, Québec
BONKAY, Claudette	10, rue de Neptune, Saint-André-Avellin	2005-07-02	GERMAIN, Steve	150, rue Bélanger, Saint-Casimir
BOTTARI (LUIGI), Gino	85, avenue Sainte-Croix, Victoriaville	2005-08-27	GERVAIS, Kevin Michael	3425, boulevard Gaëtan-Boucher, Saint-Hubert
BOUCHARD, Gaëtan	180, rue Saint-Germain Est, appartement 23, Rimouski	2004-09-22	GIBEAU, Raymond	10515, avenue du Parc-Georges, appartement 337, Montréal-Nord
BOUCHARD, Leonard	Domaine Charles-Eugène-Parent, 395, avenue Rouleau, appartement 404, Rimouski	2004-11-03	GIBSON, Lillian	6465, avenue de Chester, Montréal
BOUCHARD, Raymond	4954, rue Clément-Lockquell, Saint-Augustin-de-Desmaures	2009-10-08	GIGNAC, Rolland	5655, rue Sherbrooke Est, Montréal
BOUCHARD, Roland	33, avenue Laval, appartement 8, Laval	2005-05-07	GIGUÈRE, Renée	3500, rue Wellington, appartement 444, Verdun
BOUCHARD, Serge	424, rue Principale, Colombyer	2009-12-07	GILBERT, Alphonse	2225, rue Rachel Est, Montréal
BOUCHER, Anatole	1178, boulevard Sainte-Anne, Québec	2008-01-24	GILLESPIE, Richard	130, rue Lombard, appartement 7, Gatineau
BOUDRIAS, Jacqueline	7650, rue Lespinay, appartement 731, Saint-Léonard	2010-02-26	GINGRAS, Lise	191, chemin du Richelieu, McMasterville
BOURASSA, Pierre-Paul	290, rue du Lion, Saint-Denis-sur-Richelieu	2005-05-08	GIRARD, Fernand	304, rue du Foyer, Saint-François-de-Sales
BOURDAGES, Émilie	645, rue Saint-Germain Ouest, Rimouski	2009-08-24	GIROUX, Nicole	Appartement des Seigneurs, 3035, rue des Châtelets, appartement 106, Québec
BOURDON, Josiane	4105, montée Masson, Laval	2008-02-29	GOBEIL, Claude	3435, boulevard Gouin Est, Montréal
BOURDUAS, Rémi	828, rue Principale, Saint-Sylvestre	2009-11-26	GODMAIRE, Françoise	1525, rue de l'Annonciation Nord, Rivière-Rouge
BOURGEOIS SWEENEY, Véronique	147, rue Saint-François Ouest, appartement 6, Québec	2006-07-13	GOLDBERG, Sam	5795, avenue Caldwell, Côte-Saint-Luc
BOUTET, Irène	1401, chemin de la Canardière, Québec	2009-07-06	GONTHIER, Lucienne	1000, boulevard Sainte-Anne, Saint-Charles-Borromée
BOUTIN, Jean-Yves	904, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi	2007-06-07	GOON, Chuck Gee	1070, rue Mackay, appartement 304, Montréal
BOYKO, Ann	408, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion	2008-09-13	GOTTOT, Mélanie	6632, avenue Chauvin, Montréal
BOYLE, Mary	8600, boulevard Marie-Victorin, Brossard	2008-08-21	GOULET, Florence	4300, rue d'Angora, Terrebonne
BRASSARD, Rita	5266, rue du Président-Kennedy, appartement 2, Sherbrooke	2004-11-07	GOUPLI, Gaëtan	Domaine Saint-Sulpice, 1777, avenue Émile-Journault, appartement 314, Montréal
BRERETON, Henson	150, 15 ^e Avenue, Lachine	2008-09-06	GOUPLI, Marie-Louisa	249, rue Mayrand, appartement 1, Saint-Jean-sur-Richelieu
BRIERE, Jean	1921, 60 ^e Avenue, Grand-Mère	2009-12-15	GRAVEL, Geneviève	1500, chemin du Lac-René, Prévost
BROSSEAU, Jean-Pierre	5475, chemin Queen-Wary, appartement 16, Montréal	2005-09-10	GREEN, André	291, 4 ^e Rue, appartement 6, Québec
BROUILLETTE, Roger	799, rue Darveau, Rouyn-Noranda	2005-11-09	GREENSTEIN, Gérard	411, boulevard Pierre-Le Gardeur, Repentigny
BRUNEAU, Jean-Guy	66, rue Danis, Saint-Jérôme	2008-07-16	GRENIER, Claudette	200, rue Simonds Sud, Granby
BRUNET, André	7401, rue Hochelaga, Montréal	2007-08-05	GRENIER, Judith	2601, chemin de la Canardière, Québec
BRUNET, Julien	60, rue de l'Église, Vaudreuil-Dorion	2005-04-02	GUAY, Élisabeth	963, avenue du Cénacle, Québec
BRYM, Mira	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2007-03-26	GUAY, Roland	4415, rue de Bellechasse, appartement 410, Montréal
BUTEAU, Jeanne (d'Arc)	1621, rue LaRocque, Sherbrooke	2007-10-31	GUÉNETTE, Anita	95, rue Desbiers, appartement 125, Amqui
BUTT, Isabella	27, chemin du Bord-du-Lac-Lakeshore, Pointe-Claire	2006-11-10	GUILLEMETTE, Marguerite	9251, avenue Émile-Legault, Anjou
CARBONNEAU, Jeannine	265, boulevard Seigneuriel Ouest, Saint-Bruno-de-Montarville	2009-11-06	HACHEZ, Lise	199, rue Saint-Pierre, Saint-Constant
CARIGNAN, Jacqueline	977, chemin Massawippi, North Hatley	2009-09-01	HAIDER, Nasseem	275, avenue Brittany, Mont-Royal
CARIGNAN, Rachel	521, avenue du Foyer, Fortierville	2007-02-22	HAINEAULT (HÉNAULT), Claude	411, rue de la Madone, Mont-Laurier
CARON, Jean-Marie	1, rue Saindon, Sayabec	2007-11-18	HAMEL, Roger	ADRESSE INTROUVABLE
CARON, Roland	2601, chemin de la Canardière, Québec	2007-05-03	HARDING, John	1325, rue Crawford, Verdun
CARPENTIER, Diane	171, rue Saint-Louis, Drummondville	2003-10-09	HARVEY (ASSELIN), Jeannette	8835, rue d'Urfé, Québec
CARTIER, Robert	13790, rue Sherbrooke Est, Montréal	2008-10-18	HENRY, Adélard	41, rang Saint-Jérôme, Saint-Urbain
CASTAGNA, Alfonso	4900, boulevard Lapointe, Montréal	2008-07-27	HOGAN, Patrick	Hôpital Ste-Anne, 305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Belleuve
CASTONGUAY, Benoît	1128, rang Saint-Édouard, Notre-Dame-de-Stanbridge	2007-09-17	HOUE, Albert	1191, rue Perras, LaSalle
CAUCHON, Aline	1924, avenue du Monument, Québec	2007-10-03	HOUE, Marcel	95A, boulevard Jutras Est, Victoriaville
CHAMPLAIN, Jules	2398, rue Dollard, Longueuil	2007-09-18	HOUE, Mélanie	Place Versailles, 2272, chemin Sainte-Foy, appartement 207, Québec
CHARLAND, Paul	1175, avenue Turnbull, appartement 415, Québec	2006-08-21	HOUE, Jean Claude	33, rue Rajotte, Sorel-Tracy
CHARLEBOIS, Thomas	60, rue du Joli-Bois, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2007-06-12	HUARD, Benoît	480, rue Lafontaine, Saint-Malachie
CHATEL, Pierre	11, rue Lefebvre, appartement 3, Salaberry-de-Valleyfield	2005-08-14	HUNT, George	200, rue Principale, Cowansville
CHEKALINA, Galina	5425, avenue Bessborough, Montréal	2007-05-18	HUSBAND (ANDERSON), Frances (Margaret)	404, rue Bellerive, Hudson
CHICHA, Georges Émile	Westwood House, 37, boulevard Brunswick, appartement 114, Dollard-des-Ormeaux	2005-10-09	JABS, Hildegard	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal
CLAUDE, Sylviane	775, rue Guillemette, Laval	2006-01-04	JACQUES, Louis Henri	Résidence J.A. De Séve, 545, rue De La Gauchetière Est, Montréal
COLIN, Marcel	2354, rue Magnan, Montréal	2005-04-11	JACQUES, Noëlla	1354, 1 ^{er} Rue Est, Amos
COLLIN, Serge	7970, rue La Fontaine, appartement A, Montréal	2004-09-25	JACQUES, Régula (Réjane)	8528, boulevard Lévesque Est, Laval
CONCEICAO, Ilda	2761, rue Beauvais, Longueuil	2009-04-29	JALBERT, Mario	11741, boulevard Langelier, appartement 4, Montréal-Nord
COSSETTE, Gisèle	1550, rue de la Pointe-aux-Lièvres, Québec	2009-08-09	JETTE, Yves	1800, rue Desaulles, Saint-Hyacinthe
CÔTÉ, Alain	615, rang Sainte-Marie Est, Saint-Cyprien	2005-09-20	JEWKES, Richard	

Avis de qualité

Ministère du Revenu

Successions non réclamées

1. Successions non réclamées

Nom	Domicile	Date du décès
LAPIERRE, Marie-Angela	22, 1 ^{re} Avenue Est, La Sarre	2007-11-24
LAPLANTE, Jacqueline	2260, rue Cardinal, Montréal	2008-03-29
LAPOINTE, Marcelle	8205, rue Arthur-Buies, Montréal	2009-08-11
LAPRÉS, Hélène	456, rue Willibrord, Verdun	2008-08-23
LAPRISE, Roméo	2223, rue des Tours, Québec	2005-11-30
LARAMÉE, Aline	5436, boulevard Lévesque Est, Laval	2007-11-27
LAROCHE, Denise	3527, rue Evelyn, Verdun	2009-02-25
LAROCQUE, Jean Maurice	3190, rue Masson, appartement 5, Longueuil	2010-01-20
LAROSE, Jean-Marie	2601, chemin de la Canadière, Québec	2008-03-15
LAROSE, Pierrette	100, rue du Chanoine-Lionel-Groulx, Sainte-Thérèse	2008-01-01
LAROUCHE, Francine	6274, 3 ^e Avenue, Montréal	2005-10-10
LAROUCHE, Martin	493, rue de Cherbourg, appartement 108, Longueuil	2005-04-02
LATIMER, Isobel	4653, avenue Royal, Montréal	2009-09-19
LATREILLE, René	1940, rue Daniel, Drummondville	2007-05-23
LAURIER, Simon	227, rue Balsam, appartement 2, Gatineau	2005-08-15
LAUZON, Jacqueline	13950, rue Notre-Dame Est, Pointe-aux-Trembles	2006-12-27
LAVERDIERE, Hugo	285, rue Beauchamps, Saint-Calixte	2005-12-01
LAVOIE, Éric	3011, rue Racicot, appartement 18, Longueuil	2005-05-30
LAVOIE, Jeannine	583, route des Pionniers, Rouyn-Noranda	2005-12-04
LAWRENCE,	4480, chemin du Lac, Saint-Gabriel-de-Brandon	2009-10-06
Jean Charles (Eddy)		
LE BRETON, Tilmond	6296, rue des Écores, Montréal	2006-04-01
LEBLANC, Rita	8330, rue Ontario Est, appartement 101, Montréal	2006-03-14
LEBLANC, Silvia	3445, boulevard Gouin Est, Montréal	2009-08-20
LEBRUN, Rénald	258, rue Gendron, appartement A, Saint-Léon-le-Grand	2005-11-26
LECLERC, Éric	671, rue Saint-François Est, Québec	2005-03-20
L'ÉCUYER, Steve	2366, rue Schulz, Saint-Jérôme	2010-02-04
LEDUC, Louise	55, rue Chénier, Saint-Eustache	2005-08-09
LEFEBVRE, Alain	1665, rue Méry, Laval	2007-01-31
LEFEBVRE, Angéline	12235, rue Grenet, Montréal	2008-10-27
LEFRANÇOIS, Robert	260, boulevard Langelier, Québec	2008-01-21
LEGAULT (DAGENAIS), Louise	2448, boulevard de la Renaissance, appartement 94, Laval	2005-01-05
LEGAULT, Robert	10387, place Fleury, appartement A, Montréal	2005-11-06
LEMAY (VIAU), Pauline	4900, boulevard Lapointe, Montréal	2005-08-06
LEMELIN, Laurier	Le Jardin des Lys, 1150, rue des Quatre-Saisons, Sherbrooke	2006-05-16
LEMERY, Raymond, Jr.	2735, avenue Bourbonnière, appartement 1, Montréal	2006-02-04
LEMIEUX, Madone	180, rue Notre-Dame Est, Cap-Chat	2006-01-13
LEMIRE, Lionel	300, rue King Est, Sherbrooke	2009-07-06
LÉONARD, Ginette	6090, rue Renoir, appartement 4, Montréal-Nord	2009-01-18
LÉPINE, Christian	2359, rang du Haut-Saint-François, Laval	2005-08-29
LEROUX, Christian	11917, avenue Brunet, Montréal-Nord	2005-08-16
LESSARD, Benoît	3500, rue Chapleau, Montréal	2007-06-27
LESSARD, Colette	5630, boulevard LaSalle, appartement 713, Verdun	2009-01-25
LETOURNEAU, Violette	153, rue Principale, Saint-Benoît-Labre	2005-09-22
LÉVESQUE, Gisèle	7445, rue Hochelaga, Montréal	2008-03-26
LÉVESQUE, Hector	4074, avenue Coloniale, Montréal	2005-06-16
LEVESQUE, Michel	6070, boulevard Joseph-Renaud, Anjou	2006-04-12
LÉVESQUE, Roger	956, chemin du Bord-de-l'Eau, Laval	2007-08-13
LÉVESQUE, Rolande	ADRESSE INTROUVABLE	
LÉVESQUE, Walter	912, rue Jacques-Cartier Est, Chicoutimi	2008-06-03
LIMOGES, Richard	2816, avenue Saint-Omer, Québec	2005-08-30
LOCAS (PILON), Jacqueline	473, rue Charbonneau, Mont-Tremblant	2006-01-13
MAC DONALD, Sandra	36, rue Sainte-Anne, Salaberry-de-Valleyfield	2006-04-06
MACARDLE, Roseanne	6465, avenue de Chester, Montréal	2008-02-10
MACBETH, John	4804, rue Louis-Frédette, Pierrefonds	2006-01-06
MACDONALD, John	50, rue Saint-Patrice Est, Magog	2008-09-26
MAHEUX, Richard	2619, avenue De Vitré, appartement 4, Québec	2005-06-14
MALENFANT, Marie-Rose	7445, rue Hochelaga, Montréal	2007-10-14
MALLETTE, Regina	7445, rue Hochelaga, Montréal	2009-10-22
MANESKO, Antal	4900, boulevard Lapointe, Montréal	2007-01-01
MARCIL, Luc	421, boulevard Saint-Luc, Saint-Jean-sur-Richelieu	2007-09-26
MARLEAU, Denis	246, rue Odette-Oligny, Laval	2005-12-01
MARQUIS, Georgette	1225, rue Fontenelle, Sherbrooke	2005-12-29
MARTEL, Marie-Jeanne	2520, rue Marguerite-D'Youville, Trois-Rivières	2008-10-25
MARTEL, Serge	6100, rue Villeneuve, Montréal-Nord	2006-02-07
MARTIN BERGDAHL, Gertrude	21, 8 ^e Avenue, appartement 104, Deux-Montagnes	2005-04-15
MARTIN, André	66, boulevard René-Lévesque Est, Montréal	2007-12-21
MARTIN, Jean- Pierre	8340, rue De Grosbois, appartement 4, Montréal	2005-10-06
MARTIN, Jean-Paul	648, rue Bourgeois, Montréal	2008-11-09
MASSE, Benoît	13477, rue Brault, Mirabel	2008-05-28
MASSE, Madeleine	9600, rue Saint-Denis, Montréal	2008-02-26
MATTE, Paul-Henri	850, rue De Beaujeu, Québec	2007-06-12
MAURE, Lise	12180, rue René-Lévesque, Montréal	2007-10-04
MCCELLIGOTT, Percy	637, 13 ^e Avenue, Lachine	2008-07-17
MCMMASTER, Norman	3823, Grand Boulevard, Saint-Hubert	2008-11-26
MELNIK (LINNIK), Marie	5154, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2007-10-10
MÉTHOT, Dorila	75, boulevard du Portage-des-Mousses, appartement 7, Port-Cartier	2006-01-06
MIGNEAULT (MIGNAULT), Francine	2481, rue Roussel, Chicoutimi	2004-11-13
MIRON, Fernand	5301, rue Saint-Dominique, appartement 5, Montréal	2006-02-05
MITSOPOULOS, Georges	6875, boulevard LaSalle, Verdun	2003-02-03
MOREAU, Claude	1691, rue Wellington, appartement 5, Montréal	2006-01-03
MORIN, Jean	5325, avenue Victoria, Montréal	2005-10-18
MORIN, Lise	1294, 1 ^{re} Avenue, Montréal	2006-02-01
MORIN, Marcel	5415, boulevard de l'Assomption, Montréal	2009-11-25
MORRISSETTE, Raymonde	27, 73 ^e Avenue Est, Blainville	2005-12-03
MUNGER, Jean-Paul	1895, rue Beaudry, appartement 909, Montréal	2004-12-20
NADEAU, Antonio	15, rue De Montbrun, appartement A, Boucherville	2009-06-29
NEAMONITIS, Constantinos	275, avenue Brittany, Mont-Royal	2008-11-16
NOEL, Omer	1456, rue de l'Alouette, Québec	2005-07-24
NORMAND, Cécile	1165, chemin Sainte-Foy, Québec	2006-11-13
OGILVIE, Murray	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2008-07-05
OLIVIER, Cécile	138, rue Jeanne-Mance, Coaticook	2008-04-19
OLIVIER, Louis-Georges	2135, rue de la Terrasse-Cadieux, Québec	2007-06-01
OLSEN (BARETTE), Rita	Foyer d'Âge d'or, 25, rue Guertin, appartement 806, Gatineau	2006-08-15
O'MELIA, Lucien Patrick	145, place Willowtree, Pincourt	2009-09-17
OUELLET, Adéline	8850, rue Bisailon, Montréal	2007-01-18
OUELLET, Marcel	1635, boulevard Gouin Est, Montréal	2008-03-26
OUELLET, Pierrette	75, rue Saint-Georges, Drummondville	2009-06-30
OUZILLEAU, Roger	153, avenue Broadway, appartement 2, Montréal-Est	2007-02-08
PAQUETTE, Jocelyne	276, rue Osborne, Verdun	2005-10-20
PAQUETTE, Richard	226, chemin Saint-Jérusalem, Lachute	2004-11-09
PAQUIN, Origène	3292, rue Cherrier, L'Île-Bizard	2009-05-17
PAQUIN, René	6140, rue Rina-Lasnier, Saint-Léonard	2006-02-09
PARADIS, Bernard	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Bellevue	2008-02-14
PARADIS, Jean-Paul	1165, chemin Sainte-Foy, Québec	2006-04-27
PARADIS, Mario	247, route du Fleuve, Beaumont	2005-07-28
PARADIS, Yvette	20, rue Henri, Saint-Esprit	2007-12-19
PARÉ, Éléonore	200, boulevard Perrot, appartement 134, L'Île-Perrot	2007-04-30
PARÉ, Réal	4064, rue du Foyer, Thetford Mines	2007-11-07
PARÉ, Robert	1254, rue du Sud, Cowansville	2006-04-15
PARENT, Herman	3500, rue Wellington, Verdun	2008-10-19
PATENAUDE, Fernand	2893, avenue des Ancêtres, Mascouche	2008-03-17
PAULIN, Cathy	203, boulevard de La Salette, Saint-Jérôme	2004-08-03
PEDNEAULT, Jean Guy	65, rue Voisine, Cabano-Notre-Dame-du-Lac	2009-11-09
PELLETIER, Aline	105, rue Hermine, Québec	2006-05-28
PELLETIER, Germain	2577, boulevard René-Laennec, Laval	2006-02-03
PELLETIER, Marcel	659, avenue Brochu, appartement 209, Sept-Îles	2006-01-12
PELLETIER, Réjean	4214, rue Charles-Dorion, Québec	2008-01-15
PELLETIER, Yvette	222, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	2008-09-20
PENTICOST, Garnet	2120, rue Augustin-Cantin, Montréal	2009-08-25
PERRON, André	7055, rue Bélanger, appartement A, Montréal	2006-04-15
PICARD, Pauline	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2008-02-14
PILETTE, Gabrielle	1028, 53 ^e Avenue, appartement 2, Montréal	2005-06-13
PLOUFFE, Lorraine	111, rue Saint-Hubert, Saint-Jérôme	2005-10-08
POIRIER, Jean-Paul	500, boulevard Samson, appartement 337, Laval	2007-02-11
POIRIER, Marie-Charlotte	212, boulevard Saint-Jean, Pointe-Claire	2006-04-13
POIRIER, Théodore	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2009-08-02
POMPETTI, Mary Elvina Gloria	3615, boulevard Perron, Laval	2006-11-29
POTVIN, Clément	825, rue de Chartres, Saint-Nicolas	2008-12-15
PRÉFONTAINE, Gilles	369, rue Desjardins, appartement 9, Granby	2005-10-10
PRÉVOST, Gilles	43, rue Saint-Omer, appartement 17, Lévis	2006-02-03
PROULX, Jean-Yves	1857, rue Panet, Montréal	2005-05-03
PROVENCHER, Claude	16, rue Des Ormeaux, appartement 5, Trois-Rivières	2006-02-08
PROVENCHER, Lyette	3415, avenue Girouard, appartement 207, Montréal	2006-04-21
PROVIDENCE, Estheleatha	3350, boulevard Cavendish, Montréal	2008-07-17
PRUD'HOMME, Pierrette	857, 20 ^e Avenue Sud, Saint-Antoine	2005-11-21
PRUNEAU, Flechette	525, rue Beaubien Est, appartement 204, Montréal	2009-07-31
QUÉZEL, André	6905, 35 ^e Avenue, appartement 2, Montréal	2005-01-28
QUINTAL, Alfred	2977, terrasse des Abénakis, Longueuil	2004-11-26
RAINVILLE (PRUDHOMME), Cécile	350, boulevard Samson, Laval	2006-02-27
RATÉ, Roland	2135, rue de la Terrasse-Cadieux, Québec	2007-10-08
RAYMOND, Serge	362, chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache	2010-01-12
RHEAULT DUCASSE, Valérie	461, rue Saint-Luc, appartement 2, Québec	2005-08-11
RHÉAUME, Lise	595, rue Bourgeois, appartement 2, Montréal	2006-06-20
RICARD, Lyne	9610, boulevard Gouin Est, appartement 5, Montréal	2005-10-15
RICHARD, Vincent	11, rue Mercier, Grande-Valée	2006-01-11
RIGUAUD, Jules	284, rang de Saint-Placide Sud, Baie-Saint-Paul	2006-10-11
RIOUX, O'Neil (Onilde)	168, rue Saint-Joseph, Montmagny	2007-06-11
RIVEST, Louise	1440, rue Dufresne, Montréal	2009-06-04
RIVET LECLAIR, Thérèse	7588, boulevard Maurice-Duplessis, appartement 103, Montréal	2005-10-29
ROBILLARD, Marie-Thérèse	555, boulevard Gouin Est, Montréal	2008-08-13
ROBILLARD, René-Edmond	1440, rue Dufresne, Montréal	2009-08-05
ROBY, Marie Anne	2893, avenue des Ancêtres, Mascouche	2009-09-10
ROMANOS, Constantin	415, boulevard Thompson, appartement 107, Saint-Laurent	2006-01-23
ROSE, Stella	315, avenue du Collège, East Broughton	2007-12-09
ROSSI, Sylvio	11830, 28 ^e Avenue, Montréal	2006-03-31
ROUGHY, Marcel	250, boulevard Brien, Repentigny	2009-08-17
ROUSSIN, Wilfrid	503, 106 ^e Avenue, Saint-Georges	2007-09-17
ROY, Albert	800, avenue du Sanatorium, Mont-Joli	2006-04-16
ROY, Guy	7222, rue Bonpart, Saint-Léonard	2010-01-01
ROY, Léopold	1051, rue Saint-Hubert, Montréal	2007-04-27
ROY, Michel	880, rue Rielle, Verdun	2005-07-17
ROZON, Cécile	3435, boulevard Gouin Est, Montréal	2007-08-09
SABOURIN, Maurice	46, rue Sainte-Anne, Joliette	2005-09-21
SANTERRE, Caroline	8, boulevard René-Lévesque Est, appartement 4, Québec	2005-10-25
SASSEVILLE, Richard	540, chemin du Lac-Beloil, Saint-Côme	2009-07-09
SAULNIER, Stephen	2200, rue Cardinal, Montréal	2004-08-18
SAUVÉ, Jacqueline	310, rue O'Shea, Saint-Jérôme	2006-07-12
SAVARD, Maria	525, rue Racine Est, appartement A, Chicoutimi	2006-05-23
SCHINCK, Gaétan	1614, rue Sainte-Hélène, Longueuil	2006-01-06

SEIFERT, Dale Ross	543, boulevard Sir-Wilfrid-Laurier, Mont-Saint-Hilaire	2004-12-31
SERVANT, Gérard Joseph	800, boulevard Jacques-Bizard, L'Île-Bizard	2009-03-31
SIMARD, Yves	256, rue Bégin, appartement 17, Chicoutimi	2009-07-10
SIMONEAU (SENNEVILLE), Jeannette	1706, rue Bédard, Laval	2005-06-22
SIMONEAU, Jean-Marie		
SIROIS, Raymond	168, rue Albert-Dion, Sherbrooke	2009-07-21
SMITH, Stanley	410, boulevard de l'Ange-Gardien, L'Assomption	2009-06-24
SOUCY, Jean-Marc	167, route du Long-Sault, Saint-André-d'Argenteuil	2006-12-12
SOUCY, Marcel	33, rue Saint-Pierre, appartement 5, Rimouski	2006-01-07
SPASEVSKI, Marija	752, 1 ^{re} Rue, appartement 9, Shawinigan	2005-01-10
ST-ARNAULT, Lucille	1325, rue Crawford, Verdun	2008-01-04
STIKERI, Vivienne (Margit)	95, chemin de la Haute-Rivière, Châteauguay	2007-12-29
ST-LAURENT, Guy	50, avenue Hillside, Westmount	2007-12-05
ST-ONGE, Christian	546, rue Wilson, Chibougamau	2005-07-20
ST-PIERRE, Laurent	89, rue Paré, appartement 2, Granby	2010-01-05
SUBECZ, Jean	260, boulevard Langelier, Québec	2008-05-23
SYLVESTRE, Nellie	408, avenue Saint-Charles, Vaudreuil-Dorion	2007-09-05
SYNOTTE, Rose-Aimée	151, rue George, Sorel-Tracy	2009-10-28
SZALONTAY, Iolanda	2761, rue Beauvais, Longueuil	2008-06-23
TALBOT, Denis	1800, rue Saint-Jacques, Montréal	2006-04-03
TALON, Jacques-Philippe	777, rue Commerciale, Saint-Jean-Christostome	2006-01-06
TANGUAY, Gilbert	7403, 8 ^e Avenue, Montréal	2005-12-26
TASSÉ, Pierre-Paul	6027, avenue De Lorimier, appartement 205, Montréal	2006-10-26
TELLIER, Michel	305, boulevard des Anciens-Combattants, Sainte-Anne-de-Bellevue	2007-12-27
TESSIER, Regent	41, rue du Bois-de-Boulogne, Saint-Constant	2006-02-25
THÉRIAULT, Raymond	2099, rue Joliette, Longueuil	2004-11-02
THERRIEN, Aimé	2601, chemin de la Canadière, Québec	2008-07-21
THERRIEN, Georgette	1212, avenue Brébeuf, Val-d'Or	2008-02-10
THIBAUT (THIBEAULT), Alban	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	2007-09-10
THIBAUT, Daniel	4, rue Bélonie, Saint-René-de-Matane	2005-06-23
THIBAUT, Médard	22, rue Jacques-Cartier, Salaberry-de-Valleyfield	2004-12-18
TIPSON, Jean	490, rue Meilleur, Mont-Tremblant	2005-12-20
TOUPIN, Rita	208, boulevard Cartier Ouest, appartement 2, Laval	2006-05-05
TRACHEWSKY, Tatyana	320, rue Melancon, appartement A, Drummondville	2006-09-13
TREMBLAY, Carol	6565, chemin Hudson, Montréal	2007-12-27
TREMBLAY, Jean-Claude	745, rue Moffat, Verdun	2006-01-04
TREMBLAY, Léonard	900, boulevard Wilfrid-Hamel, Québec	2008-04-23
TREMBLAY, Madeleine	547, rue Principale, Petite-Rivière-Saint-François	2010-01-20
TREMBLAY, René	2225, rue Rachel Est, Montréal	2006-04-27
TRUDEAU, Thérèse	12353, rue Lapierre, Montréal-Nord	2005-02-28
TURCOT, René	512, avenue Richard, Rouyn-Noranda	2008-10-22
TURCOTTE, Betty (Bella)	1237, place Jeanne-Mance, appartement 3, Valcourt	2009-10-02
TURCOTTE, Diane	61, rue de l'Ermitage, Victoriaville	2009-02-03
TURCOTTE, Jean-Marc	2098, avenue Charlemagne, Montréal	2005-12-31
TURCOTTE, Raymond	75, rue Saint-François, McMasterville	2009-10-05
TURGEON, Martin	1550, rue de la Pointe-aux-Lièvres, Québec	2008-05-13
TWERDUN, Josephus	L'Escale Ouest, 5999, avenue de Monkland, appartement 1011, Montréal	2006-01-31
VAILLANT, Anita	1325, rue Crawford, Verdun	2007-08-13
VALIÈRES, Simone	3155, rue de Mont-Royal, appartement 3, Saint-Hubert	2005-05-21
VALLIÈRES (SÉGUIN), Victoria	2135, rue de la Terrasse-Cadieux, Québec	2007-05-04
VANASSE, Marcelle	7150, rue Marie-Victorin, Montréal	2007-09-21
VEILLEUX, Arthur	1360, rue Jean-Talon Est, Montréal	2006-11-15
VEILLEUX, Camille	3550, rue Saint-Urbain, Montréal	2007-09-16
VERREAU, Louise	120, rue Georges-Muir, Québec	2005-12-26
VERTES, Eve	1212, avenue Brébeuf, Val-d'Or	2007-09-16
VIGER, Jean Rock	6250, avenue Newman, Montréal	2007-10-09
VILKEVICIUTE (VILKIVICINTE), Branislava	3500, rue Chapleau, Montréal	2009-08-12
VILLENEUVE, Gabrielle	12900, rue Notre-Dame Est, Montréal	2007-11-10
VOLKHARDT, Ingrid		
WALKER, Ida	450, rue Brassard, Roberval	2009-07-17
WALKER, James	2069, boulevard Saint-Joseph, Lachine	2007-06-10
WARD, Virginia	21, 8 ^e Avenue, appartement 30, Deux-Montagnes	2005-12-09
WELLS, Hélène (Helen)	50, rue Bossé, Gaspé	2008-10-23
WHISSEL, Andrée	11499, avenue Bossuet, Montréal-Nord	2005-12-11
WILLIAMS, Jane	1901, rue Claude, Longueuil	2006-07-05
WOJTYSZYN, Wasył	175, rue Durand, Saint-Jérôme	2007-02-21
WRIGHT, Audrey	5205, rue Notre-Dame Ouest, Montréal	2007-12-05
YERGEAU, Réjean	3485, avenue Ellendale, appartement 3, Montréal	2009-04-23
YOUNG, Lisette	5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal	2008-02-09
ZALTER, Solly	612, 5 ^e Avenue Ouest, Amos	2007-12-22
ZANETTIN, Gemma Alice	180, rue Notre-Dame Est, Cap-Chat	2008-07-15
	3430, rue Jeanne-Mance, Montréal	2005-10-10
	5900, rue De Saint-Vallier, Montréal	2008-08-30

2. Biens situés au Québec dont les propriétaires ou leurs héritiers sont inconnus ou introuvables ou auxquels ils ont renoncé

Nom	Nature du bien
WAGNER, Richard	Part d'héritage, bien p.33-1, rang 3, canton Masson
DÉRY, Marguerite	Lot numéro 3 159 415

3. Biens délaissés par les personnes morales dissoutes

Les aliments Wong Wing inc.
Les éditions Réves Canada inc.
Usinage René Sylvestre inc.
Les aliments de Kady Itée

4. Avis de clôture d'inventaire

LA PRESSE AFFAIRES

FARNBOROUGH 2010

Optimisme pour l'industrie, déception pour Bombardier



MARIE TISON
ENVOYÉE SPÉCIALE
FARNBOROUGH

Un discret vent d'optimisme a commencé à souffler sur l'aéronautique.

L'apparition du Boeing 787, le Dreamliner, au Salon aéronautique de Farnborough, après deux ans de délais, a eu valeur de symbole. Comme l'appareil, l'industrie a connu des années difficiles, mais le pire semble être passé. Du moins, en ce qui concerne l'aviation commerciale.

En effet, le secteur de la défense n'est pas sorti du bois: les gouvernements ont entrepris de diminuer leurs dépenses militaires. Par contre, le secteur civil se prépare à une reprise à la fin de cette année ou au cours de l'année prochaine. Ou au pire, en 2012.

Le salon de Farnborough se termine officiellement demain, mais l'événement s'ouvre au grand public les deux journées de la fin de semaine et la plupart des dirigeants ont déjà regagné leurs terres. L'heure des bilans a commencé, et il est plutôt positif. Les commandes ont recommencé à arriver.

L'ensemble des commandes enregistrées au salon ou en

fermes de 13,2 milliards US pour 132 appareils. Boeing n'est cependant pas loin derrière avec des commandes de 12,8 milliards US pour 103 appareils.

Du côté des avions régionaux, Embraer a enregistré une gigantesque commande ferme de 35 appareils, d'une valeur de 1,3 milliard US, placée par le transporteur britannique Flybe. L'entente est

Airbus sort grand gagnant du Salon avec des commandes fermes de 13,2 milliards US pour 132 appareils.

marge de l'événement ont atteint 29 milliards US. C'est loin du record de 88,7 milliards US enregistré à Farnborough en 2008, mais c'est beaucoup mieux que les petits 7 milliards US de commandes enregistrées au salon du Bourget en 2009, au creux de la crise.

Airbus, grand gagnant

Airbus sort grand gagnant du salon avec des commandes

assortie d'options et de droits d'achat pour 105 appareils de plus.

«Je n'ai jamais été aussi occupé», a lancé le président et chef de la direction d'Embraer, Frederico Fleury Curado, au cours d'une rencontre avec *La Presse Affaires* vers la fin du salon.

L'avionneur russe Sukhoi a aussi connu un excellent salon avec deux commandes

de 30 appareils chacune, pour une valeur totale de 1,8 milliard US.

Quant à ATR, qui produit des turbopropulseurs, elle a annoncé des commandes pour 30 appareils.

Dure semaine pour Bombardier

Bombardier, par contre, a connu une dure semaine. L'industrie attendait une nouvelle commande pour la CSeries, sa nouvelle famille d'appareils de 110 à 130 places. Mais le client présumé, Qatar Airways, a fait durer le suspense jour après jour, à la recherche de garanties sur les économies promises par le motoriste Pratt & Whitney.

Bombardier a annoncé quelques commandes, comme sept appareils Q400 pour le transporteur australien Qantas, mais la fameuse «grosse commande» n'a cessé de lui échapper.

Ce qui a fait mal également, c'est que Steven Udvar-Hazy, créateur du modèle de société de location d'avions à long terme, a

fait des emplettes à peu près partout: Airbus, Boeing, Embraer et ATR, pour sa nouvelle société Air Lease, mais pas chez Bombardier. Or, M. Udvar-Hazy s'était montré intéressé à la CSeries lorsqu'il était à la tête d'ILFC (International Finance Lease Corporation).

Le vice-président au marketing de Bombardier Avions commerciaux, Philippe Poutissou, a expliqué que la CSeries n'était pas encore disponible.

«Lorsqu'elle entrera en service, en 2013, elle sera très attrayante», a-t-il affirmé.

CAE tire son épingle du jeu

D'autres entreprises québécoises à Farnborough ont bien tiré leur épingle du jeu, comme CAE, qui a signé à un jour d'intervalle des ententes de formation avec deux aviateurs, MRJ et ATR.

«C'est très important pour nous, a déclaré le président des produits de simulation et de l'entraînement civil chez CAE, Jeff Roberts, après l'annonce de la deuxième entente. Ça met en valeur notre technologie et l'étendue de nos services.»

Pratt, Héroux et CMC

Pratt & Whitney Canada a été choisie pour motoriser un nouvel hélicoptère d'AgustaWestland, alors qu'Héroux-Devtek pourra monter à bord du Gulfstream 550 et du Boeing 737 grâce à des contrats accordés par Vought Aircraft.

Enfin, CMC Électronique a renouvelé un contrat de 23,6 millions US avec Sikorsky.

Retombées en vue dans le secteur des contrats militaires

MARIE TISON
ENVOYÉE SPÉCIALE
FARNBOROUGH

Les retombées industrielles liées aux achats militaires d'Ottawa devraient commencer à débouler, notamment avec l'octroi de contrats liés au soutien en service de l'hélicoptère Chinook et des avions de transport C-17 et C-130J.

C'est du moins ce qu'ont affirmé des dirigeants de Boeing et de Lockheed Martin, rencontrés par *La Presse Affaires* à l'occasion du Salon aéronautique de Farnborough.

«Le Canada a acheté un avion déjà existant (le C-130J), configuré pour les Forces armées canadiennes, a déclaré Ross Reynolds, vice-président du programme C-130J chez Lockheed Martin. Il y avait donc une somme de travail limitée à accomplir sur l'appareil. Il y a plus de travail du côté du soutien en service. C'est donc là où nous verrons plus de retombées.»

Lockheed Martin et Boeing se sont engagés à générer au Canada des retombées équivalentes aux contrats conclus avec le gouvernement.

En décembre 2007, Ottawa a annoncé l'acquisition de 17 appareils C-130J pour la somme de 1,4 milliard de dollars. En avril dernier, le gouvernement a conclu avec Lockheed Martin une entente de 723 millions pour le soutien en service des appareils jusqu'en 2016. Il s'agit d'une entente renouvelable.

À venir jusqu'à maintenant, Lockheed Martin affirme avoir identifié 1,4 milliard de retombées, surtout au Québec, qui devrait s'emparer de 46 %



Boeing a déjà identifié plus de 90 % des retombées liées à l'acquisition de quatre avions de transport C-17 (notre photo) par Ottawa, un contrat d'une valeur de 1,6 milliard de dollars.

du gâteau. L'Ontario n'en obtiendrait que 22 %.

«Nous voulons diviser le travail du mieux que nous le pouvons, mais ça dépend des capacités des régions, a déclaré M. Reynolds. Certaines sont mieux équipées que d'autres. On peut donc avoir un plus grand pourcentage dans une région que dans une autre.»

C'est pour cela que Lockheed Martin n'est pas un grand partisan de quotas régionaux.

«Nous plaçons le travail là où il y a de la capacité», a-t-il réitéré.

Une flexibilité bienvenue

Du côté de Boeing, on apprécie aussi une certaine flexibilité

«On nous a encouragés à travailler avec toutes les régions du Canada, a indiqué la directrice de la Participation industrielle

régionale chez Boeing, Gwen Kopsie. Nous comprenons le besoin d'exiger une certaine distribution, mais le fait d'avoir une certaine flexibilité au-delà, c'est une bonne chose. La politique canadienne le permet.»

Lockheed Martin et Boeing se sont engagés à générer au Canada des retombées équivalentes aux contrats conclus avec le gouvernement.

Si Boeing a déjà identifié plus de 90 % des retombées liées à l'acquisition de quatre avions de transport C-17, un contrat d'une valeur de 1,6 milliard, elle ne fait que commencer le travail pour les retombées du soutien en service, qui représentent également 1,6 milliard sur une période de 20 ans.

«Le travail sera identifié tout au long de ces 20 ans, mais il y aura certainement des retombées industrielles», a affirmé M^{me} Kopsie.

Boeing a identifié au-delà de 60 % des retombées liées à l'acquisition des hélicoptères

Les tests européens recalent 7 banques sur 91, le marché reste de marbre

FRÉDÉRIC POUCHOT
AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Seules 7 des 91 banques européennes soumises à des tests de résistance, censés vérifier leur solidité financière, ont été recalées hier, un succès qui risque néanmoins de ne pas impressionner les marchés.

Il s'agit de l'allemande Hypo Real Estate, des caisses

d'épargne espagnoles Diada, Cajasur, Espiga, Unnim et Banca Cívica, ainsi que de la grecque ATE (Agricultural Bank of Greece).

Ces établissements vont devoir recueillir des fonds pour renforcer leur solidité financière, actuellement moindre que celles de leurs concurrents. Le comité des régulateurs européens a estimé qu'il leur manquait au total

3,5 milliards d'euros pour atteindre le seuil minimum.

Par comparaison, 10 des 19 banques américaines testées au début de 2009 n'avaient pu franchir l'obstacle.

Un décalage en grande partie explicable par le moment choisi pour effectuer ces tests, selon le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer.

«Quand les Américains ont fait leurs tests, cela se

déroulait après le plus fort de la crise Lehman et avant les recapitalisations. Dans le cas européen, on arrive après trois ans de crise, marqués par des recapitalisations et des restructurations de bilan qui n'ont pas été négligeables», a-t-il expliqué hier au cours d'un point de presse.

Comme prévu, les établissements recalés sont concentrés dans peu de pays, dont

l'Allemagne et l'Espagne, où les secteurs bancaires sont très éclatés, avec beaucoup d'établissements publics régionaux durement frappés par la crise financière et économique.

Quant à la Grèce, ses banques payent pour la tempête qui a frappé le pays depuis la fin de 2009.

«Le résultat est sans grande surprise», a estimé Jean Sassus, analyste de Raymond James.

Les éléments de méthodologie dévoilés hier sont finalement très détaillés, alors que le marché s'inquiétait de ne voir les régulateurs européens publier que quelques bribes des scénarios utilisés pour les tests.

CARRIÈRES ET EMPLOIS

PLUS DE **60** OFFRES
D'EMPLOI À L'INTÉRIEUR

TÉLÉPHONE 514-285-7320
TÉLÉCOPIEUR 514-499-2053
carrieres@lapresse.ca

Le rendez-vous de l'emploi

WORKOPOLIS

LA PRESSE

Mesdames, êtes-vous payées équitablement?

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Pour plusieurs, l'équité salariale est un dossier réglé. Or, les spécialistes de la question affirment que dans bien des entreprises, rien n'a encore été fait. Si elles risquent de le payer cher, vous mesdames, vous pourriez recevoir tout un chèque! «Il n'est pas question de doubler des salaires, mais comme l'augmentation est rétroactive à 2001, il peut y avoir de grosses sommes en jeu», affirme Florent Francoeur, président-directeur général de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés (CRHA).

Il estime qu'environ la moitié des entreprises n'ont pas encore réalisé l'équité salariale.

«Elles doivent s'y mettre parce qu'en plus de devoir appliquer l'équité rétroactivement à 2001, dès le 31 décembre 2010, des amendes seront prévues pour les entreprises délinquantes.

«Dès le 31 décembre 2010, des amendes seront prévues pour les entreprises délinquantes.»

— Florent Francoeur, président-directeur général de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés

Ça pourrait devenir dangereux pour certaines entreprises qui continueraient à ne pas s'occuper de l'équité salariale», précise M. Francoeur.

«Beaucoup d'organismes ont dénoncé le fait que le gouvernement n'avait pas fait suffisamment de pression pour forcer les entreprises à faire l'exercice, ou encore, qu'il n'y avait pas de conséquences. Pourtant, peu d'entreprises oseraient aller à l'encontre d'autres lois équivalentes, comme les normes du travail», remarque M. Francoeur.

Aller chercher des outils

Bien sûr, réaliser l'équité salariale demande un certain effort pour les dirigeants d'entreprise.

«Lorsqu'on lit la loi, ça peut sembler rébarbatif, mais la moitié des entreprises sont passées

au travers, alors c'est faisable, ajoute le président de l'Ordre des CRHA. Un paquet d'outils ont été créés pour les entreprises de différentes tailles et ils sont disponibles sur le site de la Commission de l'équité salariale. Nous en proposons aussi sur le site de l'Ordre.»

Plusieurs entreprises préféreraient toutefois confier ce dossier à un expert. C'est ce qu'on a fait entre autres chez EZEM Canada, société pharmaceutique.

«Ça demande une évaluation rigoureuse des postes, ça mobilise des ressources et ça demande des connaissances pointues. Moi, je suis un généraliste, alors pour m'éclairer, je suis allé chercher un consultant spécialisé dans le domaine de la rémunération», explique Yvon Leduc, CRHA, directeur principal, ressources humaines, chez EZEM Canada.

C'est Paul Tremblay, CRHA, directeur rémunération, service-conseil, chez Drakkar Ressources humaines, qui a relevé le défi.

«L'évaluation des postes est une tâche complexe à laquelle il faut porter une grande attention. Ce n'est pas tout de concevoir des questionnaires. Encore faut-il qu'ils mesurent ce qu'ils doivent mesurer sans mélanger les choses. Beaucoup d'entreprises ne se rendent pas compte de l'ampleur du travail à faire. C'est un gros enjeu, d'autant plus que lorsqu'il est question de salaire, la marge d'erreur n'est pas grosse.»

Des avantages

Les experts consultés affirment toutefois que les entreprises ont tout intérêt à entreprendre sans plus tarder le processus.

«Ça permet aux entreprises d'évaluer l'emploi poste par poste de façon structurée et ensuite, de gérer les salaires plus facilement», affirme Paul Tremblay.

Il donne l'exemple d'un emploi évalué à 45 000\$ pour lequel un candidat potentiel demande 65 000\$. «C'est beaucoup plus facile pour une entreprise de prendre la décision puisqu'elle peut regarder si la demande est cohérente avec sa politique d'équité salariale et si elle aurait la capacité



PHOTO MARTIN BUREAU, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

Environ la moitié des entreprises n'ont pas encore réalisé l'équité salariale.

de payer ce salaire pour tous les travailleurs de cette catégorie d'emploi», ajoute M. Tremblay.

Chez EZEM Canada, qui s'est conformé à la loi peu de temps après son entrée en vigueur, le processus a permis également de revoir tout le système de rémunération.

«On a regardé différents scénarios, ce qu'on a le droit de faire dans certaines situations et ce qu'on n'a pas le droit de faire. Ce sont des choses importantes à savoir», indique Yvon Leduc.

Il y a aussi une question de culture d'entreprise. «Bien sûr, l'équité salariale fait légèrement augmenter la masse salariale. On parle généralement de 1% à 4%. Mais les dirigeants pour qui la culture d'entreprise est importante peuvent dire par la suite que, dans leur boîte, les hommes et les femmes qui font un travail équivalent reçoivent un salaire équivalent. Ce n'est pas rien», affirme Florent Francoeur.

Pour plus d'information:
www.ces.gouv.qc.ca
www.portailrh.org/equite



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

«Il n'est pas question de doubler des salaires, mais comme l'augmentation est rétroactive à 2001, il peut y avoir de grosses sommes en jeu», affirme Florent Francoeur, de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

NOUS AVONS UNE PLACE POUR VOUS!

w.illi.am/

w.illi.am/ est présentement à la recherche d'un

ADMINISTRATEUR DE SYSTÈMES

w.illi.am/ est un expert reconnu pour l'amélioration de l'expérience utilisateur, en analyse et en optimisation de sites. La firme, implantée à Montréal et Toronto, offre des services de conseil, de développement et d'implantation Web.

FONCTIONS PRINCIPALES

L'administrateur de systèmes est responsable de l'utilisation et de l'évolution du réseau ainsi que du respect des règles d'usage. Sa fonction consiste également à superviser les serveurs, un parc d'informatique d'utilisateurs ainsi que la validation de documentation et la rédaction des processus opérationnels.

LE POSTE

- Installer, maintenir et supporter techniquement des outils de gestion de réseau;
- Administrer des serveurs Linux et Windows incluant le développement, l'implantation de mécanismes d'exploitation tels que copies de sécurité, redondance, épuration et contrôle de sécurité;
- Faire le support et la maintenance des ordinateurs des employés;
- Proposer et mettre en œuvre des améliorations aux systèmes (mises à niveau des logiciels et du matériel) améliorant le rendement et la fiabilité du système.

LES EXIGENCES

- Posséder un diplôme d'études collégiales (DEC) en informatique;
- Détenir un minimum de 2 années d'expérience dans l'administration de systèmes Linux et Windows;
- Avoir de l'expérience en configuration et en maintenance de plateformes informatiques de production;
- Avoir de l'expérience en suivi de la performance et en dépannage technique;
- Capacité à travailler seul et de diagnostiquer des problèmes;
- Recommander du nouveau matériel informatique et de nouveaux logiciels pour la compagnie et le département TI;
- Agir à titre de personne ressource auprès des fournisseurs et en support interne pour ces produits.

POUR POSTULER

Si vous êtes enthousiaste et passionné par le milieu du développement Web et souhaitez joindre une équipe en pleine croissance, visitez la section Carrières de notre site Web à l'adresse <http://w.illi.am/carrieres> ou faites-nous parvenir votre curriculum vitae en indiquant le ou les poste(s) qui vous intéressent(nt) à :

Service des ressources humaines
rhumaines@w.illi.am

L'emploi du masculin vise essentiellement à alléger le texte. Nous remercions tous les candidats de leur intérêt, mais seules les personnes sélectionnées feront l'objet d'un suivi.

réussir

croître

performer

xstrata

Exploitez vos talents. Grandissez... avec nous.

Xstrata est un important groupe minier diversifié d'envergure mondiale dont les actions sont inscrites à la Bourse de Londres et à la Bourse suisse. Xstrata, qui a son siège social à Zug, en Suisse, occupe une position substantielle dans sept grands marchés de produits de base internationaux : le cuivre, le charbon cokéifiable, le charbon thermique, le ferrochrome, le nickel, le vanadium et le zinc. La société est aussi présente dans les secteurs des métaux du groupe du platine, de l'or, du cobalt, du plomb et de l'argent, et possède des installations de recyclage ainsi qu'un nombre de technologies mondiales dont plusieurs sont des chefs de file de l'industrie. Les exploitations et les projets du groupe sont répartis dans 18 pays, et Xstrata emploie environ 56 000 personnes, y compris les sous-traitants.

Mine Raglan, Nunavik (Québec)



Ingénieur mécanique d'entretien REQ10-124 Opérations de surface - Utilités et Centrale Poste cadre professionnel et technique

Sous la responsabilité du contremaître général – Utilités et Centrale, vous aurez la responsabilité de fournir le soutien technique à la maintenance de la centrale énergétique et des groupes électrogènes satellites. De plus, vous vous assurez que les exigences en matière d'entretien et de fiabilité sont définies et respectées lors de la conception, de l'installation, des modifications d'équipement et de l'entretien régulier de l'équipement. Vous veillerez à coordonner plusieurs projets simultanément.

Vous détenez un baccalauréat en génie mécanique et êtes membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) ou d'une association professionnelle d'une autre province permettant de devenir membre de l'OIQ à court terme. Vous possédez un minimum de 5 années d'expérience en ingénierie associée à la maintenance dans l'industrie lourde dans un contexte de fiabilité de l'équipement. Vous êtes familier avec les techniques modernes de détection telles que l'analyse de vibration et d'huile, la thermographie, les tests non destructifs et l'analyse de défaillances. Vous détenez de l'expérience de travail avec un système de gestion centralisé de la maintenance (CMMS) et êtes fonctionnel avec les logiciels de la suite Microsoft Office (MS Project). Vous vous démarquez par vos compétences pour planifier, organiser et prendre les mesures nécessaires visant à réaliser les objectifs fixés. Vous faites preuve d'autonomie, de débrouillardise, de persévérance et de précision puis démontrez de grandes habiletés de leader. Le bilinguisme (français-anglais) est essentiel.

Les quarts de travail pour ce poste permanent sont de 11 heures par jour. L'horaire est de 21 jours consécutifs sur le site et de 14 jours de congé hors site.

RAGLAN offre un salaire concurrentiel incluant une intéressante gamme d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature au plus tard le **6 août 2010** en visitant le site suivant : www.xstratacareers.com (sous la section « Nickel »).

Seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées. RAGLAN offre des opportunités d'emploi égales à tous.

Pour obtenir des renseignements sur ce poste, sur nos perspectives de carrière et sur RAGLAN, visitez notre site Web : www.xstratacareers.com.



CARRIÈRES ET EMPLOIS

EN BREF DANS L'EMPLOI

MARTINE LETARTE, COLLABORATION SPÉCIALE
ENTREPRISES

Concours québécois de l'entrepreneuriat

L'entreprise montréalaise de technologies multimédia Float 4 Interactive a reçu le Grand Prix Défi de l'entrepreneuriat jeunesse du Concours québécois en entrepreneuriat. La bourse est d'une valeur de 20 000\$. Le Prix Réussite en affaires – Raymond Chabot Grant Thornton, d'une valeur de 10 000\$, a été attribué à La Fourmi bionique, une entreprise de céréales granolas. Au total, plus d'un demi-million de dollars ont été attribués lors de cet événement.



PHOTO STÉPHANE CHAMPAGNE, COLLABORATION SPÉCIALE
Geneviève Gagnon, présidente de La Fourmi bionique.

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
L'industrie minière à l'avant-plan

Un million de dollars seront investis annuellement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour mettre en place et développer l'Institut national des mines en Abitibi-Témiscamingue. Cet investissement permettra de valoriser les métiers de l'industrie minière et les fera connaître à la population. L'Institut aura aussi le mandat de s'assurer que les formations disponibles correspondent aux besoins des entreprises.

AXA CANADA
Récompensé par l'Ordre des CMA

Le trophée Employeur de l'année a été remis par l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec (CMA) à AXA Canada pour sa contribution au rayonnement du titre de CMA. Au Québec, la société spécialisée en protection financière compte parmi ses employés 22 CMA et 4 candidats à la profession, dont elle soutient financièrement la formation. AXA Canada contribue également à la Fondation CMA.

CHIFFRE DE LA SEMAINE
1,16

1,16 milliard : c'est le nombre de dollars que le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation investira d'ici 2013 à travers sa Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation.

NOUVEAU DÉPART

Sophie Blondin : une enseignante devenue coach

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

« Comme enseignante d'anglais au collège Mont Saint-Louis, j'étais privilégiée, mais au fil des ans, j'ai commencé à sentir une certaine lourdeur », a raconté à *La Presse* Sophie Blondin. « J'ai finalement dit au directeur général que j'avais besoin d'un temps d'arrêt. Il m'a demandé si j'aspirais à un poste dans la direction. Je lui ai répondu que non, sans savoir exactement ce dont j'avais besoin. Il m'a permis de partir un an en gardant tous mes privilèges. » « J'ai alors commencé à travailler avec une amie d'enfance designer de bijoux haut de gamme. C'était intéressant parce que je pouvais être créative, mais l'aspect vente était moins naturel pour moi. »

« Lorsque je suis tombée sur un article sur le coaching, ma curiosité a été piquée. J'ai fait quelques recherches et je me suis inscrite à une formation. Dès les premiers cours, j'ai eu l'impression d'être rentrée chez moi ! » « J'ai par la suite lancé mon entreprise, Coachsbl. Le plus difficile, c'était de développer mes réflexes de réseautage. C'était comme entraîner des muscles qui n'avaient jamais travaillé ! » « Si j'étais restée en éducation, je serais probablement directrice aujourd'hui, mais je ne suis jamais retournée. Je ne regrette pas mon choix parce que mon vide a été comblé. Ce qui me donne le plus de satisfaction, c'est lorsque je vois un coach faire un geste qui l'amène plus loin. »



PHOTO FOURNIE PAR SOPHIE BLONDIN
C'est parce qu'elle ressentait une certaine lourdeur en faisant son travail de professeure d'anglais que Sophie Blondin a commencé à s'intéresser au coaching. Vous avez effectué un changement de carrière et vous aimeriez nous en parler ? Écrivez-nous à : mletarte@lapresse.ca

Mon emploi d'été

MARTINE LETARTE
COLLABORATION SPÉCIALE

Chaque semaine, *La Presse* vous présente un jeune qui travaille pendant l'été et qui aime son emploi. Cette semaine, Mathieu Chartrand, 23 ans, guichetier dans le métro de Montréal. Mathieu en est à son troisième été à temps plein dans les guichets du métro.

Q Qu'aime-t-il dans son travail ?

R « Ça me permet de rencontrer beaucoup de gens. Aussi, je travaille souvent au centre-ville, donc je donne beaucoup d'indications aux touristes. J'aime être un genre de guide touristique. J'apprends aussi plein de choses sur le fonctionnement du métro. C'est intéressant. Et c'est un travail qui m'ouvrira des portes en plus de me donner un bon salaire. »

Q Est-ce qu'il y a des défis ou des difficultés ?

R « Les horaires ! Quand j'ouvre le métro, je dois me lever à 4 h pour être au travail à 5 h 15. Lorsqu'on ferme le samedi, on termine à 1 h 45. Ça prend aussi de la patience et il faut être rapide, parce que les gens ne veulent pas attendre. »

Q Comment a-t-il réussi à décrocher l'emploi ?

R « J'ai vu l'annonce dans le journal, j'ai postulé, on m'a convoqué en entrevue. »

Q Quelles sont les exigences de cet emploi ?

R « Il faut avoir de l'expérience en service à la clientèle et à la caisse. C'est aussi important d'avoir une voiture parce que lorsqu'on ferme le métro, on doit rentrer chez soi par ses propres moyens. »

Vous êtes étudiant, vous avez un emploi d'été que vous aimez et vous voudriez nous en parler ? Écrivez-nous à : mletarte@lapresse.ca

HEC MONTRÉAL

HEC Montréal est une grande école de gestion d'envergure internationale. Elle mise sur un corps professoral qui excelle en matière d'enseignement et de recherche en gestion. Elle offre des programmes de premier cycle ainsi que des diplômés d'études supérieures, un MBA, un EMBA, une M. Sc. et un Ph. D. en administration. Elle offre des cours principalement en français, mais également en anglais et en espagnol.

PROFESSEURS, PROFESSEURES

HEC Montréal applique un programme d'accès à l'égalité en emploi et invite les femmes, les Autochtones, les minorités visibles, les minorités ethniques et les personnes handicapées à présenter leur candidature. Conformément aux règles d'immigration, nous encourageons tous les candidats qualifiés à postuler; la priorité sera toutefois accordée aux Canadiens ainsi qu'aux résidents permanents.

L'École remercie les personnes qui manifestent leur intérêt en déposant leur candidature. Toutefois, seules les personnes retenues pour une entrevue recevront une réponse.

EXIGENCES

Posséder ou être sur le point de terminer un doctorat dans la discipline appropriée. Faire preuve d'excellentes qualités de pédagogue. Démontrer des habiletés au niveau de la recherche et un intérêt marqué pour la publication; des écrits et des conférences antérieures témoigneront de cette capacité. Posséder une très bonne connaissance des environnements technologiques et des logiciels couramment utilisés en gestion.

HEC Montréal veut pourvoir des postes de professeurs au 1^{er} juin 2011.

Par courriel : **rh.prof@hec.ca**
Par courrier : HEC Montréal
Service des ressources humaines
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
Par télécopie : **514 340-6780**

www.hec.ca

RBD : 2757-5158-84

Armoires Cuisines Action, un acteur majeur dans le domaine de la fabrication ainsi que l'installation d'armoires de cuisine et de vanités de salle de bain. Dans le but de bien préparer l'ouverture de notre nouvelle salle de montage de Boucherville. Nous sommes présentement à la recherche de personnel qualifié, motivé et désireux de rejoindre à notre équipe pour les postes de :

DIRECTEUR (TRICE) DES VENTES (SUCCURSALE DE BOUCHERVILLE)

Relevant du directeur secteur des ventes, le **directeur des ventes (succursale de Boucherville)** est responsable de :

- Planifier les activités de la succursale de façon à appuyer le plan d'affaires de l'entreprise.
- Évaluer, planifier, diriger et coordonner les activités de la succursale de vente.
- Organiser les opérations de façon à pouvoir répondre efficacement aux demandes des clients
- Superviser et diriger les activités et les ressources reliées à la gestion des opérations de vente/design en y établissant des outils de contrôle.
- Elaborer des rapports et des tableaux de bord afin de faciliter la présentation et la gestion des ressources (représentants, chef designers, designers, contrôle technique, techniciens de chantier, réceptionnistes) et des clients;
- Accueillir, intégrer et encadrer le personnel en utilisant les outils disponibles;
- Voir à ce que les activités du magasin, fonctionnent en partenariat avec l'usine de fabrication
- Mettre en place des actions d'amélioration continue visant la qualité des services offerts, l'efficacité des opérations et le respect des coûts et des délais.

Exigences :

- Baccalauréat en administration ou toute autre expérience ou formation équivalente
- Minimum 3 années à titre de directeur de succursale
- Bonnes connaissances dans le domaine des armoires et/ou de la construction (**obligatoire**).
- Avoir déjà dirigée une équipe de représentants et/ou designers (**un atout important**)
- Bonne connaissance au niveau du design sur mesure.
- Maîtrise des outils informatiques (logiciels 3D, Excel, Word, etc.)
- Bilinguisme
- Personne de défis, autonome, déterminée, convaincante, organisée, disponible
- Capable de travailler sous pression tout en respectant les échéanciers prévus

Rémunération : selon expérience
Horaires : de jour en grande partie (soir et week-end occasionnellement)

Nous offrons un milieu de travail agréable, de bonnes conditions de travail, un salaire concurrentiel et un bon programme d'avantages sociaux. Les personnes intéressées à rejoindre notre équipe peuvent faire parvenir leur CV d'ici le **28 juillet 2010** par courriel au **rh@cuisinesaction.com**, par l'entremise de notre site Internet au **www.cuisinesaction.com** à la section Carrières, par télécopieur au 450-293-5076 ou par la poste à l'attention du Service des Ressources humaines au 2854 route 235 Ste-Sabine, JOJ 2B0.

Seules les personnes retenues seront contactées.

À la **Compagnie Campbell du Canada**, nous croyons que les gens excellents font vraiment une différence et c'est ensemble que nous aspirons à léguer un héritage de réalisations jamais surpassées. Nous nous faisons un devoir de toujours recruter les meilleurs professionnels, parmi les plus brillants et les plus dynamiques, à tous les niveaux et dans toutes les spécialités. Animés par une attitude «oui, je peux», nos employés agissent avec un but, dirigent avec intégrité et sont des passionnés de la qualité et de la croissance.

Nous avons une excellente opportunité à **Montréal** au sein de notre équipe des ventes et finance pour le poste suivant :

Analyste financier aux ventes

Êtes-vous un professionnel de la finance qui se passionne pour l'industrie des aliments et des boissons ? Possédez-vous de solides habiletés analytiques et des connaissances avancées en gestion d'échanges commerciaux et aimez-vous travailler avec des systèmes et des bases de données ? Voulez-vous contribuer à la croissance de l'un des 50 meilleurs employeurs du Canada ?

Relevant du directeur du financement corporatif des opérations commerciales, vous serez un membre important des équipes commerciales interfonctionnelles chargées de la réalisation de notre objectif de volume de vente et de la gestion de nos dollars de commerce. Plus précisément, vous serez responsable de la saisie de données du volume de ventes et des investissements commerciaux afin de créer, d'analyser, et de fournir des outils de gestion des ventes et à la gestion commerciale.

Vous avez complété des études postsecondaires en affaires/finances et détenez un minimum de 3 ans d'expérience progressive dans le financement des ventes. Votre expertise et la maîtrise des outils informatiques tels qu'iSales, MS Office, Envision, SAP et Futurcast sont enrichies par votre capacité avancée de saisir et de maîtriser ces applications technologiques. Des compétences supérieures en analyse, en résolution de problèmes et en présentation combinées à un souci du détail, de la précision et une prédisposition pour le travail en équipe sont essentiels.

Si ce poste vous intéresse, veuillez soumettre votre candidature en ligne à **www.campbellsoup.ca.apply2jobs.com**

Nous remercions tous les candidats mais seuls les candidats sélectionnés pour une entrevue seront contactés. SVP aucun appel téléphonique.

Campbell... Tous les ingrédients pour devenir extraordinaire
Lorsque les marques icôniques prospèrent. Les gens sont importants.
Et vous pouvez faire une différence.

DOW CHEMICAL CANADA ULC

TECHNICIENS(NES) DE PROCÉDÉ

Dow est à la recherche de Techniciens(nes) de procédé pour son usine de fabrication de Styrofoam XPS à son complexe situé à Varennes au Québec.

Résumé du poste
Dans l'exercice de ses fonctions, le technicien(ne) de procédé a la responsabilité d'appliquer et de maintenir les standards élevés de l'usine portant sur la sécurité, l'environnement, la qualité et la productivité. L'horaire de travail est organisé en quarts rotatifs de 12 heures (jour & nuit).

Qualification requises

- Diplôme d'Étude Collégiale en Pétrochimie, en Instrumentation & Contrôle, en Technique Mécanique, en Fabrication plastique ou autre Équivalent pertinent
- Expérience en contrôle de procédé – un atout
- Excellence en travail d'équipe
- Responsable dans son travail

Une description détaillée du poste est disponible sur le site **www.careersatdow.com**. Veuillez poser votre candidature via le site sous la rubrique : View and apply for jobs / North America / Job number

Job No 1002948 avant le 4 août prochain.
Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.

OFFRES D'EMPLOI

300

LE RÉSEAU UNI-SELECT.

SUPERVISEUR(E) D'ENTREPÔT

UNI-SELECT, un succès québécois d'envergure Nord-Américaine dans la distribution de pièces automobiles, recherche des bâtisseurs qui ont le désir de s'investir et de participer à la croissance de notre entreprise.

Nous recherchons un superviseur d'entrepôt ayant de l'expérience en distribution qui est reconnu pour ses habiletés relationnelles, sa maturité et sa capacité d'influencer les autres. Habile avec les technologies et soucieux du travail bien fait, il sera fort impliqué dans l'amélioration des nos processus et nos façons de faire en trouvant des solutions simples et pratiques.

Les principales responsabilités sont:

- Encadrer, coacher et motiver une équipe d'employés syndiqués;
- Atteindre les objectifs opérationnels;
- Amélioration continue;
- Participer à des projets spéciaux (entre autre l'implantation d'un système ERP);

Exigences du poste:

- Détenir un DEC dans un domaine lié à la distribution et aux opérations et/ou tout autre expérience de travail pertinente au milieu;
- Maîtriser les langues françaises parlée et écrite - Anglais fonctionnel;
- Intérêt véritable à travailler sur le quart de soir (13h30-22 h);
- La connaissance de systèmes de gestion d'entrepôt (SGE/WMS) est un atout;

Si la passion et le dépassement vous anime nous serons heureux de vous accueillir chez nous. Veuillez faire parvenir votre C.V. avant le 9 août 2010 à: nlavoie@uniselect.com ou par fax au: 450-449-1619 ou à l'adresse suivante:

UNI-SELECT INC.
170, boul. Industriel
Boucherville QC J4B 2X3

COORDINATEUR (TRICE) en support technique et services d'ingénierie dans le transport ferroviaire

Lieu de travail : Montréal, QC avec déplacements occasionnels en Ontario et à Téhéran, Iran.

Prérequis :

- Études universitaires (bac ou l'équivalent);
- Expérience marquée en coordination et communication avec plusieurs intervenants;
- Expérience en marketing et ventes;
- Connaissance des systèmes de distribution et transport iranien et particulièrement du système et des effectifs du transport ferroviaires iranien;
- Connaissance du système et des effectifs ferroviaires des pays voisins de l'Iran serait un avantage;
- Connaissance courante de l'anglais et du farsi.

Personne à contacter : M. Santiago Gimenez
Envoyez vos C.V. au plus tard le 6 août 2010 à : sgimenez@hiensol.com

304 POSTES CADRES PROFESSIONNEL

AVOCATS (2)
domaine du litige, endroit administratif et du travail. 4 à 8 ans d'expérience.
CV: fax 514-937-5007
gmorenzy@rochefort-associés.com

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

CHERCHE Technicien(ne) dentaire
d'expérience pour laboratoire de prothèse amovible située à Longueuil. Temps plein. Contactez Michelle au 450-651-0580

ERGOTHÉRAPEUTES
Montréal - Terrebonne, Santé mentale - Rive-Sud
Excellentes conditions.
Dominique au 514-383-8389
emploi@physioextra.ca

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

CLINIQUE MÉDICALE l'Actuel
Centre d'excellence VIH - ITS - Hépatites

INFIRMIÈRE(IER) de RECHERCHE
Poste permanent, 28 heures/semaine du lundi au jeudi, 25 \$ - 26 \$/heure

Relevant du directeur scientifique, vous assurez les activités nécessaires aux opérations de la recherche clinique.

Vos principales responsabilités sont notamment de réaliser les procédures selon les « bonnes pratiques cliniques » et les exigences relatives aux études en cours; d'assurer l'administration et suivis des soins aux patients; et de compléter les cahiers d'études selon les normes.

Pour s'acquitter de ce rôle avec succès, vous possédez un diplôme d'études collégiales en techniques infirmière et êtes membre en règle de l'OIIQ; vous démontrez de l'intérêt en matière de recherche sur le VIH/sida, les anti-rétroviraux et autres infections transmissibles sexuellement; vous faites preuve d'une grande tolérance au stress, d'ouverture et de flexibilité pour travailler avec des clientèles marginalisées; vous vous démarquez par de bonnes méthodes de travail et le sens du détail; et vous communiquez aisément en anglais. Vous êtes enfin reconnu pour votre excellente coopération et enthousiasme en emploi.

Prière de faire parvenir votre CV avant le 9 août 2010 à l'attention du Comité de sélection
1001, boul. de Maisonneuve est, suite 1130
Montréal (Québec) H2L 4P9
Télécopieur : (514) 524-3831 - Courriel : ivertzagias@lactuel.ca

Nous vous remercions de votre intérêt.
Seul les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s.

307 ÉDUCATION ENSEIGNEMENT

LE COLLÈGE MONT-ST-LOUIS
Établissement privé d'enseignement secondaire



Sollicitation de candidatures
ANNÉE SCOLAIRE 2010-2011
POSTES À COMBLER:

Enseignant - Science et technologie – temps complet

Enseignant – éducation physique – temps complet

Enseignant – éducation physique – temps partiel (25 % de tâche)

Enseignant – français – temps partiel (25 % de tâche)

Trois postes de surveillant d'élèves (temps partiel)

Secrétaire (temps complet)

Pour plus d'information sur les postes et les qualifications, nous vous invitons à consulter le site du Collège www.msl.qc.ca sous la rubrique « postes disponibles ».

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 2 août 2010 à:

Monsieur Michel Héту
Collège Mont-Saint-Louis
Courriel : mhetu@msl.qc.ca

Le Collège Mont-Saint-Louis adhère à un programme d'accès à l'égalité en emploi.

ÉCOLE PRIVÉE À LAVAL
recherche
ENSEIGNANT(E)
au 1er cycle du primaire pour septembre 2010
Faire parvenir votre CV par courriel à: david.zakalib@academiavalloise.com

ENSEIGNANT(E) • "Teacher" pour école primaire pour garçons située à Mtl. Heures dans l'après-midi. Envoyer votre candidature en toute confidentialité school613@gmail.com

308 GARDERIES

ÉDUCATEUR(TRICE) qualifié(e) pour garderie Montessori, N.D.G.-West-Island. Sept. 2010. admin@orchard-house.ca

310 BUREAUX

Compagnie en gestion immobilière
Située près du métro Atwater, recherche un(e) réceptionniste bilingue avec ou sans expérience, très bonne connaissance des logiciels Word et Excel. S.V.P. faxez votre c.v. au 514-932-2731

LASEMAINE
LE MAGAZINE FAMILIAL DES QUÉBÉCOIS

M. Claude J. Charron recherche un(e) adjoint(e) administratif(ve) senior qui a le désir de s'impliquer et de contribuer à la croissance constante du magazine La Semaine.

- Si vous détenez un minimum de 7 ans d'expérience dans un poste similaire.
- Si vous maîtrisez le français et l'anglais.
- Si vous avez de la facilité avec les logiciels (environnement Mac).
- Si vous êtes une personne rigoureuse, organisée, débrouillarde, diplomate, souple et discrète.
- Si vous aimez les artistes...

Faites parvenir votre C.V. à: emplois@lasemaine.ca

NOUS sommes à la recherche d'un(e) secrétaire réceptionniste, en remplacement d'un congé de maternité, pour une durée d'un an. Envoyer CV: Clinique de l'Alternative, Micheline Dupuis, 2034 St-Hubert, Mtl, H2L 3Z5. Fax: 514-281-8057.

307 ÉDUCATION ENSEIGNEMENT

LE COLLÈGE MONT-ST-LOUIS
Établissement privé d'enseignement secondaire



Sollicitation de candidatures
ANNÉE SCOLAIRE 2010-2011
POSTES À COMBLER:

Enseignant - Science et technologie – temps complet

Enseignant – éducation physique – temps complet

Enseignant – éducation physique – temps partiel (25 % de tâche)

Enseignant – français – temps partiel (25 % de tâche)

Trois postes de surveillant d'élèves (temps partiel)

Secrétaire (temps complet)

Pour plus d'information sur les postes et les qualifications, nous vous invitons à consulter le site du Collège www.msl.qc.ca sous la rubrique « postes disponibles ».

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 2 août 2010 à:

Monsieur Michel Héту
Collège Mont-Saint-Louis
Courriel : mhetu@msl.qc.ca

Le Collège Mont-Saint-Louis adhère à un programme d'accès à l'égalité en emploi.

310 BUREAUX

SECRÉTAIRE Bur. de notaires : bilingue, exp. Temps plein ou partiel. Très bon salaire. Ville St-Laurent. Tél.: 514-748-9314, poste 225, Fax: 514-748-9319

TECHNICIEN(NE) EN ARCHITECTURE
0 à 5 ans d'expérience, poste permanent, Vieux-Montréal, près du métro. Dossier traité confidentiellement.
Tél.: 514-393-3332
gca1@videotron.ca

319 VENTE COMMERCE

CHERCHONS 5 représentant(e)s des ventes avec exp. comptes commerciaux pour Montréal. Bilinguisme. Poss. d'avancement. 514-940-0546

COMMISS VENDEUR(EUSE) pour équipement photographique et informatique demandé pour travailler dans boutique photo spécialisée. Très bonnes connaissances requises, temps plein. Photo Laplante à Laval. 450-669-1631, Pierre ou Yves.

Nous sommes un groupe de galeries d'art établi depuis 13 ans au cœur du Vieux-Mtl. Nous sommes à la recherche d'un(e) CONSEILLER(ÈRE) EN ART pour compléter un poste à temps plein incluant les fins de semaine. Votre tâche principale sera de vendre des oeuvres d'art. Vous devez être bilingue, excellent vendeur, motivé, débrouillard, aimer les gens et le travail en équipe. Aimer le beau, le raffinement, le travail non routinier et connaître l'information. La connaissance en art est souhaitable mais non nécessaire. Veuillez envoyer votre C.V. par courriel à: gbourget@leluxor.com

REPRÉSENTANT(E)S être dévoué(e), disponible et organisé(e). Voiture fournie. Envoyez C.V. à: rhmontreal@qualinet.ca ou par fax: 514-344-7335 ou en personne au: 10 700, rue Sécant à Anjou

Délices de la Forêt Valli
REPRÉSENTANT(E)S RECHERCHE(E)S
Délices de la Forêt Valli est une compagnie alimentaire en pleine croissance. Nous offrons des commissions des plus compétitives. Si vous avez une expérience de 2 ans ou plus dans la vente au détail de produits alimentaires ou service HRI, ce poste sera très intéressant pour vous! Faites-nous parvenir votre C.V. à: jcharland@delicesdelaforet.com

320 IMMOBILIER

ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(IVE)
requis(e) pour le bureau des services aux résidents d'un complexe résidentiel, situé sur C.D.N.
Le(la) candidat(e) devrait :
• Etre parfaitement bilingue, parlé et écrit.
• Etre organisé(e), motivé(e) et avoir un bon esprit d'équipe
• Avoir une bonne connaissance informatique Word et Excel.
Minimum de 3 ans d'expérience nécessaire.

S.V.P. faire parvenir CV par fax au: 514-738-6912 ou par courriel à: marie.panetta@rockhill-mtl.com

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

BARMAN/MAID / Serveurs/es cours avec alcool, emplois, rabais. EcoleDesMaitres.com 514-849-2828/ 1.800.561.1781

LOEWS
HÔTEL VOGUE MONTRÉAL
Le Loews Hôtel Vogue cherche à combler le poste de **CHEF EXÉCUTIF**
S.v.p faire parvenir vos C.V. par fax au 514-849-9819 ou à douellette@loewshotels.com

LE TIRE-BOUCHON à Boucherville
recherche serveur(euse) et cuisinier(e) avec expérience, à temps plein.
Appelez 450 449-6112, tire.bouchon@bellnet.ca

RESTAURANT haut de gamme du centre-ville est à la recherche d'un(e) **CHEF D'EXPÉRIENCE**. Notre candidat(e) devra être créatif(ve) et dynamique. Devra faire preuve de leadership et sera capable de travailler sous pression. Envoyer votre C.V. par courriel: dev-ec@sympatico.ca ou par fax au 450-441-5198

★ RESTAURANT HOLDER ★
Vieux-Mtl. Commis-sulteur. Présentation impeccable, énergie, bons revenus. Envoyez cv à: bureau@restaurantholder.com

RESTO & MICROBRASSERIE
recherche CUISINIER(ÈRE). 30-35h/sem. 514-788-4505.

320 IMMOBILIER

ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(IVE)
requis(e) pour le bureau des services aux résidents d'un complexe résidentiel, situé sur C.D.N.
Le(la) candidat(e) devrait :
• Etre parfaitement bilingue, parlé et écrit.
• Etre organisé(e), motivé(e) et avoir un bon esprit d'équipe
• Avoir une bonne connaissance informatique Word et Excel.
Minimum de 3 ans d'expérience nécessaire.

S.V.P. faire parvenir CV par fax au: 514-738-6912 ou par courriel à: marie.panetta@rockhill-mtl.com

324 IMPRIMERIE INFOGRAPHIE

TECHNICIEN(NE) D'ENCRE
Nous recherchons un technicien qui sera en charge d'un département des encres chez un imprimeur.
Fonctions principales: Préparer les couleurs pour la presse pour assurer le bon fonctionnement des encres.
Excellente gestion des priorités, bonne vision de la couleur, automobile, ponctualité, capable d'utiliser Word et Excel.
Expérience en flexographie et en spectrophotométrie un atout.
C.V.: dgaureau@pemla.com

325 TECHNIQUE MÉTIERS SOUS-TRAITANCE

TERRAGON est actuellement à la recherche d'un **Ingénieur Mécanicien en Chef** pour diriger le design et la fabrication de nouveaux systèmes de gazéification de déchets solides.
Pré-requis: 10 ans d'expérience minimum en génie mécanique, connaissances des systèmes de contrôle, habilité pour le dépannage et l'optimisation de la performance de systèmes de gazéification. S'il vous plaît, envoyez votre CV par courriel à careers@terragon.net ou par fax au (514) 938-0721 avant le 31 juillet, 2010.

AMNISTIE INTERNATIONALE
514-766-9766
1-800-565-9766

331 ENTRETIEN SÉCURITÉ CONCIERGE

RECHERCHE
Conciergerie résident (ou un couple) pour imm. rés. Temps plein, 112 unités, bilingue, 3-5 années d'exp. Salaire + app. incl.
Envoyez CV par fax au 514-227-5519 ou courriel cv4immominko@gmail.com

334 SERVICES DOMESTIQUES

MÉNAGÈRE, pour maison située au centre-ville. Doit être très bien org. très efficace et posséder hautes aptitudes pour la buanderie / compétences à repasser des vêtements haut de gamme

COMMIS RÉCEPTION / EXPÉDITION / LIVRAISON
Permis classe 5. Bilingue. 40 h/sem. À St-Laurent. CV à: fmarcotte2@hotmail.com

cyberpresse.ca
Le blogue de MALI ILES PAQUIN

Intervenez et commentez.



<http://blogues.cyberpresse.ca/paquin>

AUGMENTEZ VOS REVENUS

DEVENEZ CAMELOT POUR LA LIVRAISON DE LA PRESSE

Avec ou sans voiture.
La livraison doit être effectuée avant 6h30 la semaine et 8 h le samedi.

Bienvenue aux étudiants et aux retraités.

TÉLÉPHONEZ MAINTENANT
514 285-6911
1 800 361-7453
cyberpresse.ca/camelot

PLUS SPÉCIFIQUEMENT, BESOIN URGENT POUR:
VIEUX LONGUEUIL, SAINT-LAMBERT, SAINT-HUBERT (secteur Lafèche), VILLE LEMOYNE
M. Normand Rioux, 450-649-8174
MONT SAINT-HILAIRE, MCMASTERVILLE, OTTERBURN PARK
M. Alain Cadieux, 450-793-4886, acadioux@lapresse.ca

LA GRILLE BLANCHE

Michel Hannequart
WWW.HANNEQUART.COM

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1																				
2																				
3																				
4																				
5																				
6																				
7																				
8																				
9																				
10																				
11																				
12																				
13																				
14																				
15																				
16																				
17																				
18																				
19																				
20																				

HORIZONTALEMENT

- Coup de chaleur – Très très chaud.
- Matière absorbante – Édifice à gradins, dans l'Antiquité – Être à côté de.
- D'une manière mauvaise – Enfant – Rendus très foncés – Dieu solaire.
- Héros de Virgile – Déguerpit – Satisfait et tranquille – Conifères à baies rouges.
- Ne pas pouvoir attendre – Frustrer – Partie amont d'un glacier.
- Mis à sec – Chauves – On y met des fleurs – Il rejette toute autorité.
- Hectolitre – Clair et précis – Coloris du visage – Ligne oblique.

- Et tout le tintouin – Traverse Paris – Sportif ayant dépassé l'âge senior.
- Sous la voiture – Réfléchir – Buisson épineux.
- Symbole graphique – Écorce du chêne – Pâte alimentaire.
- Sortir de l'oeuf – Indéniable – Oeuf de pou.
- Métal blanc, brillant, léger – Inséré dans la monture – Planchette de bois.
- Peut être fouettée – S'inscrit en faux – Comité international olympique – Très fatigants.
- Reprend une relation – Court espace de temps – Maman.

- Nuancé – Évalue l'importance de – Partie d'une cruche.
- Infinitif – Va ça et là – A le culot de – Se poser.
- Sur la paupière – Faisant de l'air – Gratitude – Fourmi reproductrice.
- Qui ont tous la même opinion – Tribu israéliite – Fondées.
- Langue finno-ougrienne – Le non-être – Pièce de charpente – Se dit au ping-pong.
- Ensemble des forces naturelles – Bonté.

VERTICALEMENT

- Animal à sang chaud – Époque de grande chaleur.
- Monnaie chinoise – Voix de femme la plus grave – Conjonction qui introduit une explication – Permet de se soulager sans se lever.
- Lividité – Avec le couteau et la fourchette – Boit comme un chat.
- Marque une liaison – Nom poétique de l'Irlande – Partie habitable de la Terre – Substantif.
- Désert rocheux – Développement de quelque chose – Préparé par des exercices.
- Partisan convaincu – Venus au monde – Dose de radiations.
- Auteur de l'Illiade et de l'Odyssée – Ébène verte – Passent en revue.
- Celui de Nantes concernait les protestants – C'est Neil Armstrong qui a foulé son sol le premier – Hurlée – Résines malodorantes.
- Relative à certains viscères – Qui fait preuve d'obstination – Vibration acoustique.
- Molybdène – Se jette de la nacelle – Robe des femmes de l'Inde – Cheval sauvage.
- Qui nous viennent en naissant – Narine de rorqual – Produite par l'abeille – Sainte.
- On y lave des verres – Prénom féminin – Germanium.

- Qui manifeste de l'émotion – Cri de Mistigri – Stop.
- Non-métal solide – Mesurant du bois – Touché avec la main – Titane.
- Rit d'une manière stupide – Matière rocheuse et dure – Envoient ad patres – Réunion où l'on danse.
- Dont on se sert souvent – Ordinaires – Palais du sultan.
- Plante bulbeuse – Triompher de – Qui dénotent de la tristesse.
- Commence en janvier – Victoire de Napoléon – Cétone à odeur de violette – Circulent au Cambodge.
- Il relie le cerveau au reste du corps – Donnent un coup de main – Emmenées de force.
- Amas d'objets précieux – Mouette au cri saccadé – Ne s'en va pas.

La prochaine grille blanche paraîtra le samedi 21 août.

La SOLUTION de cette grille blanche sera publiée le samedi 21 août.

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
1	G	I	L	L	E	S	C	A	R	L	E	S	E	P	T	I	L	E	S	
2	R	O	A	G	E		F	O	U	L	E		G	A	R	D	I	E		
3	O	D	E		O	C	C	I	S		I	T	H	A	O		E	R		
4	S	E	U	L		R	A	N	A	T	E		L	U	C		F	E	E	
5	S		R	I	M	E		C	H	E	R	E		E	S	T	E			
6	E	S	S	E		T	E	T	E	E		N	I	D	S		A	R	T	S
7	I	O		G	U	E	R	E		S	B	I	R	E		E	G	A	R	E
8	L	U	M	E	N		N	O	E		U	T	E	R	I	N	E			
9	E	D	E		E	B	E	R		L	U	E	E		I	L	O	T	E	S
10	A	N	I	S	E		B	A	V	E		I	D	E	N	T	I	T	E	
11	T	I	E	N		A	C	E	R	E		A	R	E		C	E	D	E	R
12	A	N	S		C	U	L		G	E	O	D	E	S	I	E		E	A	
13	D	E	T	T	E		A	P	I		M	O	N		D	E	C	R	I	T
14	O	R	A	L	E		U	R		A	B	R	E	G	E		O	S	L	O
15	U	L	E	M		S	U	A	I	R	E		R	A	N	G	L			
16	S	A	L	I		T	E	N	T	E		V	O	L	A	N	T	E	S	
17	S	R		A	A	R		E	L	U		A	I	S		N	E	I	G	E
18	A	D	N		X	I	T		A	L	E	N	E		B	I	R	M	A	N
19	C	O	U	V	E		O	B	S	E	D	A	N	T	E	S		O	L	E
20	N	E	U	R	O	N	E		S	O	R	T			C	E	R	N	E	S
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

LA PRESSE AFFAIRES

ACHAT D'UNE MAISON EN COMMUN

Mises de fonds inégales, accord équitable

Comment équilibrer les choses quand deux conjoints contribuent inégalement à la mise de fonds? Mélissa et Mathieu cherchent une solution.

MARC TISON

Dilemme: faut-il déposer une petite mise de fonds à parts égales ou une grosse mise de fonds asymétrique?

Pour l'achat de leur première maison, en périphérie de Montréal, Mélissa et Mathieu ont choisi la seconde option, question de réduire leur emprunt. Leur mise de fonds de 57 000\$ représente 20 % des 285 000\$ du prix d'achat. Mélissa y a mis 10 000\$ et Mathieu 47 000\$. Avec des revenus semblables, chacun paie la moitié de l'hypothèque et des taxes foncières.

Cette décision les a menés à un second problème: s'il fallait vendre, comment tiendraient-ils compte de leurs mises de fonds inégales? Se partageraient-ils la plus-value réalisée dans les mêmes proportions?

«Ce qui complique l'affaire, commente Mathieu, c'est que ça fait un an et demi qu'on est ensemble, mais on n'a jamais vécu ensemble. On ne connaît pas la façon de dépenser de l'autre.»

Proposition

Mathieu a fait une proposition. Puisqu'ils ont déposé une mise de fonds de 20 %, 20 % du profit réalisé serait partagé en proportion de leur propre contribution à la mise de fonds. Le reste serait séparé également.

Mais ils n'ont pas adopté cette solution. «On ne s'entendait pas, raconte Mélissa. La façon dont je voyais ça, c'est que si on se sépare, il reprend 47 000\$, je reprends mes 10 000\$ et le profit, étant donné qu'on paie à deux, est séparé en deux. On s'est fina-



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Quand un couple doit vendre sa maison et que les deux membres ont placé au départ une mise de fonds différente, comment se partage la plus-value réalisée?

lement entendus là-dessus... pour l'instant du moins.»

Pour compliquer les choses, ils veulent, avec le temps, équilibrer la participation de chacun à la mise de fonds, afin que la maison soit véritablement partagée pour moitié. Mélissa remboursera donc peu à peu 18 500\$ à Mathieu, de telle sorte que chacun ait contribué des mêmes 28 500\$.

En quête d'une solution

Ils ont fait d'intenses recherches à ce propos sur l'internet et n'ont rien trouvé. Ils ont effectué la transaction chez leur notaire le 28 juin, sans que celle-ci ait pu les éclairer davantage. Leurs contributions respectives à la mise de fonds ont été inscrites dans l'acte d'achat. «La notaire a indiqué que la maison était séparée à 50 %, mais que la mise de fonds a été de 47 000\$ pour

moi et 10 000\$ pour Mélissa », indique Mathieu.

«Il arrive très souvent que la mise de fonds ne soit pas égale, constate la notaire et planificatrice financière Guylaine Lafleur. Et la solution avancée par Mélissa est celle qui est la plus souvent retenue.»

Mais cette formule d'une simple récupération de sa part de la mise de fonds a un défaut. Elle ne tient pas compte que Mélissa tire un bénéfice du supplément de mise de fonds versé par Mathieu: elle profite elle aussi de mensualités plus petites et d'une réduction de l'assurance prêt hypothécaire.

Elle néglige en outre la valeur de l'argent dans le temps. Si la maison est vendue dans 15 ou 20 ans et que Mathieu ne récupère que ses 47 000\$, ceux-ci vaudront largement moins qu'au moment de l'achat. En proportion de la

valeur acquise par la propriété, ce remboursement apparaîtra dérisoire.

«Si on ne prévoit pas d'intérêt ou un certain partage de la plus-value au niveau de la mise de fonds, c'est comme si on faisait un prêt sans intérêt au conjoint, poursuit la juriste. Souvent, cette question n'a pas été soulevée auprès des parties.»

Une des manières de corriger ce déséquilibre consisterait à considérer la mise de fonds comme un investissement. Si, au moment de la revente, la maison a acquis une plus-value de 25 %, ce même taux s'appliquerait à chacune des mises de fonds initiales. Mathieu récupérerait donc 47 000\$ plus 25 %, soit 58 750\$, et Mélissa 10 000\$ plus 25 %. Le solde du produit de la vente serait ensuite partagé en deux.

Mais dans le cas où un des conjoints rembourse

occasionnellement sa part de mise de fonds à l'autre, comme Mélissa en a l'intention, faut-il estimer la valeur acquise par la propriété lors de chaque paiement? Difficile...

Aux fins de simplification, Guylaine Lafleur propose plutôt d'ajuster le remboursement à l'inflation. «C'est ce que nous utilisons dans nos projections, souligne-t-elle: à long terme, la plus-value dans l'immobilier équivaut à l'inflation, quand on considère tous les coûts d'entretien pour maintenir la valeur de notre bien.»

Ainsi, si Mélissa rembourse après deux ans 5000\$ sur le capital de la mise de fonds initiale, son paiement tiendra compte de l'augmentation du coût de la vie depuis l'acquisition de la propriété. Si l'indice des prix à la consommation s'est accru de 5 % en deux ans, elle devra remettre 5250\$ à son conjoint.

Au moment de la vente de la propriété, Mathieu récupérera la part de la mise de fonds non encore remboursée, accrue de la valeur de l'inflation depuis le moment de l'achat. Le solde du produit de la vente sera ensuite partagé en deux.

Reconnaissance de dette

Cette entente constitue en fait une reconnaissance de dette, qui aurait pu être inscrite comme telle dans l'acte d'achat. «Mais je préfère le faire dans une convention de vie commune », insiste Guylaine Lafleur. Cette convention signée devant notaire stipulera le montant de la dette, les conditions de remboursement, l'année de référence – 2010 dans le cas de Mathieu et Mélissa –, et la mesure de l'inflation qui est retenue – l'indice des prix à la consommation pour le Québec, par exemple.

Par ailleurs, une telle stratégie, sans léser Mathieu, reconnaît la valeur émotive de ce projet commun: tout ne peut être calculé.

ENCANS

Surplus d'actif pour la poursuite des activités de Signature Aluminum Canada

2 installations complètes d'extrusion d'aluminium

Enchères en direct et par Webdiffusion

Dates et heures des ventes: Sainte-Thérèse – 4 août 2010 à 10 h HAE Richmond Hill – 5 août 2010 à 11 h HAE	Adresses: 305, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, Québec 500, avenue Edward, Richmond Hill, Ontario
---	---

À ne pas manquer:

- 2 jours / 2 lieux – occasion extraordinaire
- (5) presses à filer complètes: SMS Sutton 2500/2750 tonnes, 8 po-10 po, Watson Stillman 2200 et 1650 tonnes, 9 po et 7 po, (2) Farrel 2000 tonnes, 8 po (RH et LH)
- Système électrostatique vertical pour peinture liquide, poste d'injection de couche isolante, outils de coupe de précision, atelier d'outillage, équipement de soutien d'usine et de manutention, etc.

Immeuble industriel de valeur offert à Richmond Hill, (Ontario) env. 300 000 pi2 sur 13,86 acres.

En collaboration avec: Binswanger Hectare, Brokerage

Pour de plus amples renseignements: **LOUIS GOLDBERG** Tél.: 914.235.4905 Courriel: louis.goldberg@go-dove.com

Renseignements et modalités de vente: **www.Go-Dove.com** (rechercher: Signature Aluminum)

GoIndustry En collaboration avec: **DoveBid**

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

Raymond Chabot inc.

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS

Dans l'affaire des faillites de :

JEAN-MARC BRISETTE Avis est par les présentes donné que la faillite de <i>Jean-Marc Brissette</i> résidant au 67, rue Jean-Duceppe, Notre-Dame-des-Prairies QC J6E 7Y8, est survenue le 15 juillet 2010, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 5 août 2010, à 14 h, au bureau du syndic 746, boul. Manseau, Joliette QC.	NANCY BRISETTE Avis est par les présentes donné que la faillite de <i>Nancy Brissette</i> résidant au 1365, rue Père Rolland-Brunelle, Joliette QC J6E 0B5, est survenue le 15 juillet 2010, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 5 août 2010, à 14 h, au bureau du syndic 746, boul. Manseau, Joliette QC.
--	--

Fait à Joliette, le 19 juillet 2009.

RAYMOND CHABOT INC.
Syndic
Bryan MacEachern, CIRP
Responsable de l'actif

Société affiliée de Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
746, boul. Manseau
Joliette (Québec) J6E 3E9
Tél. : (450) 756-8164
Télééc. : (450) 756-2931
www.raymondchabot.com

CARRIÈRES

POUR TROUVER.

Le samedi dans **LA PRESSE**

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES SOUMISSIONS

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de **Perry Newman** (également connu comme William Newman et Peter Newman)

Avis est par les présentes donné que la faillite de Perry Newman est survenue le **12 juillet 2010**, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le **2 août 2010**, à 10 H 30, au Bureau du Surintendant des faillites au 5 Place Ville Marie, 8e étage, dans la ville de Montréal dans la province de Québec.

RSM Richter Inc.

2 Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : 514.934.3497
Télécopieur : 514.934.3504

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
(paragraphe 102(4) de la Loi)

Dans l'affaire de la faillite de **Dover Financial Corporation**

Avis est par les présentes donné que la faillite de Dover Financial Corporation, sise au 555, rue Chabanel ouest, bureau 1531, Montréal, Québec, H2N 1L1, est survenue le **12 juillet 2010**, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le **2 août 2010**, à 10 heures, au Bureau du Surintendant des faillites au 5 Place Ville Marie, 8e étage, dans la ville de Montréal dans la province de Québec.

RSM Richter Inc.

2 Place Alexis Nihon, bureau 1820
Montréal (Québec) H3Z 3C2
Téléphone : 514.934.3497
Télécopieur : 514.934.3504

MAGNA

Les actionnaires approuvent le plan réduisant le contrôle de Stronach

KRISTINE OWRAM
LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les actionnaires de Magna International ont approuvé un plan controversé accordant au fondateur de l'entreprise, Frank Stronach, environ 1 milliard de dollars en espèces, actions et autres incitatifs afin que sa famille renonce à son contrôle décisionnel dans la société.

Environ les trois quarts des détenteurs d'actions ordinaires présents à l'assemblée extraordinaire tenue hier, en banlieue de Toronto, se sont prononcés en faveur de la transaction.

L'entente devra maintenant être examinée par la Cour supérieure de l'Ontario pour être approuvée. Une audience est prévue les 12 et 13 août.

Le géant des pièces automobiles a indiqué que certains actionnaires avaient déjà exprimé à la cour leur intention de comparaître devant la justice pour présenter des éléments de preuve et des arguments contre la transaction.

Le mois dernier, durant une audience de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, plusieurs actionnaires, dont d'importants investisseurs comme le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, le Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario, l'Alberta Investment Management Corporation et le British Columbia Investment Management Corporation, se sont opposés aux primes que l'entente accorde à M. Stronach.

Mais l'approbation de l'entente par une majorité d'actionnaires, hier, était presque acquise.

Après l'assemblée, Mike Harris, ancien premier ministre ontarien et président du conseil d'administration de Magna, n'a pas voulu spéculer sur la décision de la cour, faisant valoir qu'il n'était ni un avocat ni un expert en la matière.

Il a toutefois affirmé que le vote d'hier démontrait que les actionnaires de Magna estiment que l'entente sert leurs



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Si l'entente est approuvée par la Cour supérieure de l'Ontario, Frank Stronach recevra un joli magot pour céder le contrôle de son entreprise.

intérêts et ceux de l'entreprise. «Cela signifie que plus de 75 % des actionnaires ordinaires de Magna pensent qu'il s'agit d'une bonne entente à long terme pour l'entreprise.»

Si l'entente est approuvée par la Cour supérieure de l'Ontario, Frank Stronach recevra 300 millions US en argent, 9 millions d'actions ordinaires de Magna et le contrôle d'une contreentreprise qui mettra au point des composants pour les véhicules électriques.

Le fondateur de Magna, qui était absent à l'assemblée hier, empochera également environ 120 millions en honoraires de conseil, lesquels diminueront graduellement d'ici 2014, ce qui porte la valeur de l'entente à plus de 1 milliard. En échange, M. Stronach renoncera à ses actions avec droit de vote multiple, qui lui assuraient le contrôle de l'entreprise.

Les actions de Magna ont gagné 7 cents à la Bourse de Toronto, hier, terminant la séance à 76,81\$.